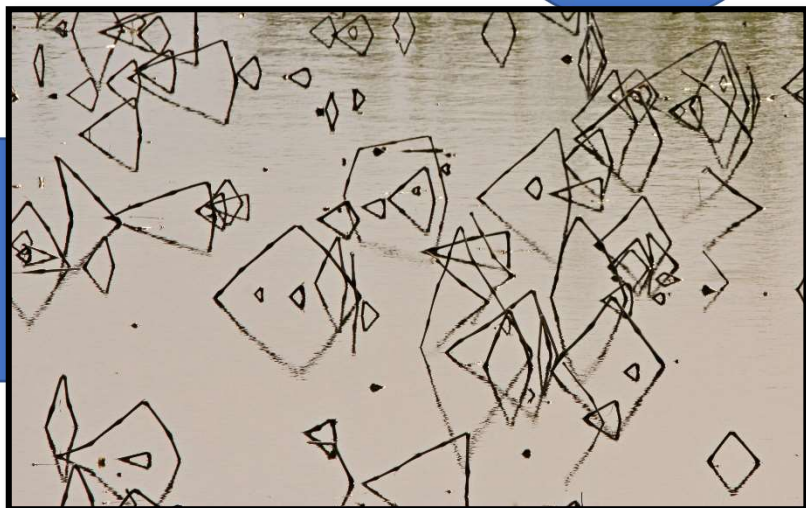


# MICRO-VIOLENCES



Enquête sur les micro-violences subies par les jeunes  
et pistes de travail.

AMO COLOR'ADOS  
24, Rue du Petit Jean 1420 Braine-l'Alleud  
<https://colorados.be>

2021

Cette recherche est le fruit d'un travail qui remonte à il y a près de 10 ans. De nombreuses personnes y ont participé. Nous voulons les remercier.

Monsieur Robert CASTEL qui nous a fait l'amitié et l'honneur de se joindre à notre réflexion et dont l'humanité et la gentillesse ont illuminés cette rencontre.

Monsieur Jean-Marie CABY, Président du CAAJ en 2012 qui a permis et donné du souffle à cette recherche.

Monsieur Jean BLAIRON et son équipe de RTA qui nous ont guidés et poussés dans nos réflexions pour nous permettre de bâtir un concept solidement et pertinemment.

La Commission Désaffiliation du CAAJ qui a initié cette réflexion avec enthousiasme et compétence.

Merci à Chloé BRANDERS (UCL) pour son énergie et sa présence stimulante qui lancé cette recherche à l'AMO.

Merci à notre Organe d'Administration dont les présidences successives (Corentin ROULIN et Vincent LÉONARD) nous ont toujours soutenus dans notre recherche.

Merci à Madame VERHOEVEN (UCL) pour son intérêt et ses précieux conseils que nous mobilisons toujours.

Merci à Isabelle SERET qui ne sait pas combien notre rencontre a été porteuse de sens.

Merci à tous ceux qui de près ou de loin ce sont associé à notre réflexion, je pense notamment à l'équipe de La Croisée et de Tempo, mais aussi à nos différents partenaires et nos proches.

Merci aux différents stagiaires qui ont participé à ce travail sans malheureusement en voir l'aboutissement. Sans elles, ce travail n'aurait simplement pas abouti (Maude Van Veerdegem – assistante sociale, Elisabeth Sougné, criminologue)

Merci à l'équipe de l'AMO Color'Ados pour avoir alimenté la réflexion au travers des réunions, des expériences, des rencontres et des discussions souvent passionnantes.

Merci enfin à tous ces jeunes qui ont participé à ce travail avec intelligence, pertinence et lucidité et qui ne cessent de nous apprendre notre métier.

## Prévention Générale

Ce travail est réalisé et subventionné dans le cadre d'un projet de Prévention Générale 2018-2020

## I. Introduction

En 2009, le Conseil d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse de Nivelles s'emparait d'une question sociale : est-ce que le concept de « désaffiliation sociale », né sous la plume de Robert Castel et lié structurellement au monde du travail, donc adulte, pouvait être envisagé dans le champ de la jeunesse ? Sous la férule de la Présidence de Jean-Marie Caby, une équipe se forma et invita Jean Blairon, alors directeur de RTA, à structurer la réflexion. Un premier moment fort fut la rencontre avec le père du concept lui-même, l'après-midi du 10 juin 2011 au Home Reine Astrid de l'ONE à La Hulpe<sup>1</sup>. Il nous convainc lui-même de la pertinence de notre proposition.

Les travaux se poursuivirent en mettant l'accent sur les critères nécessaires pour qu'un projet luttât efficacement contre la désaffiliation sociale. Ils débouchèrent sur un colloque que devait présider Robert Castel. Malheureusement, celui-ci devait nous quitter quelques semaines avant et le colloque<sup>2</sup> se mua en hommage à ce grand sociologue doublé d'une personnalité attachante, bienveillante et généreuse.

Ce travail sur la désaffiliation sociale chez les jeunes mit en avant le moteur même du processus de désaffiliation. Il faut voir dans les forces qui tirent les jeunes vers la zone de vulnérabilité, l'effet, entre autres, de violences dites invisibles. Notons que les violences visibles, condamnables, répréhensibles, participent également au mouvement, mais elles peuvent être contrecarrées par les voies judiciaires qui protègent les citoyens. À contrario, les violences invisibles, nous le verrons, ne sont pas condamnables en tant que telles, elles sont sournoises et bénéficient parfois d'une légitimation sociale.

Ces micro-violences, invisibles parce qu'échappant aux regards et aux sanctions, sont, selon Pierre Bourdieu, les relais actifs d'une violence structurelle économique et sociale. C'est cette théorie de la reproduction de la violence qui a servi de soubassement aux travaux du Conseil Communautaire de l'Aide à la Jeunesse lorsqu'en 1997, celui-ci fut mandaté pour clarifier le concept de « prévention ». En 2000, il rendit son rapport et définit l'objet de la prévention comme étant :

“ réduire la quantité globale de violence qui échappe aux regards et aux sanctions (et qui) s'exerce au jour le jour (...) et qui est, en dernière analyse, le produit de la “ violence inerte ”, des structures économiques et des mécanismes sociaux relayés par la violence active des hommes”, pour reprendre les termes mêmes de P. Bourdieu ; et éviter que les réactions à cette violence globale ne se “ traduisent ” en réactions inopportunes, aptes par

---

<sup>1</sup> Cette rencontre fut captée par les caméras d'RTA et encore visible à l'adresse <https://www.intermag.be/robert-castel-la-desaffiliation-un-concept-pertinent-pour-les-politiques-jeunesse>.

<sup>2</sup> « Au-delà de l'indignation – Souffrance sociale et désaffiliation », Wavre le 7 juin 2013. Voir : <https://www.intermag.be/au-dela-de-lindignation>

exemple à se retourner contre leurs protagonistes. »<sup>3</sup> Pour approfondir cette question, on ne peut qu'encourager la lecture du livre éponyme<sup>4</sup>.

Le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, par son article 3<sup>5</sup>, réaffirme que la finalité de la prévention est de « réduire les risques de difficultés et les violences, visibles ou non, exercées à l'égard du jeune ou par le jeune ». Le jeune étant, précise l'article, en état de vulnérabilité, étape ultime avant une situation de désaffiliation selon la dynamique proposée par Robert Castel.

À l'AMO Color'Ados, nous avons alors voulu pousser la réflexion un peu plus loin en tentant de mieux définir ce qu'étaient ces micro-violences : Quelles sont celles identifiées par les jeunes ? Est-ce que les jeunes en avaient conscience ? Une recherche à notre niveau, avec sérieux et méthodologie, mais qui ne peut, évidemment, se réclamer d'un quelconque droit à la généralisation.

Un premier travail théorique s'est appuyé sur le livre de Simon Lemoine<sup>6</sup>. Il nous a permis de préciser une typologie des micro-violences mais il nous donne aussi des pistes pour les contrer.

Il nous fallait ensuite avoir l'avis des jeunes eux-mêmes. La difficulté était grande puisque nous voulions d'une part ne pas nous restreindre aux jeunes qui forment notre public habituel, mais nous voulions aussi ne pas trop mettre le focus sur cette question qui pourrait sembler bien éloignée des préoccupations des jeunes. Nous avons donc procédé en deux temps. D'abord, nous avons lancé une grande enquête par voie électronique en 2019 et prolongée début 2020. Devaient faire suite à cette étape, dans un second temps, une série de Focus Groups. Hélas la pandémie a retardé la mise en place de cette étape et en a raccourci la portée. Toutefois, appuyé par le livre de Attal-Vidal et Iribarne<sup>7</sup> et par les conseils précieux de RTA, les focus groups ont bien eu lieu et c'est de cette matière, vivante et pertinente que nous voulons rendre compte par ce document.

Bonne lecture.

---

<sup>3</sup> <http://www.aidealajeunesse.cfwb.be/index.php?id=2379>

<sup>4</sup> J. Fastrès et J. Blairon, « La prévention. Un concept en déperdition », Éditions Luc Pire, 2002.

<sup>5</sup> [http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi\\_loi/change\\_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2018011832&table\\_n\\_ame=loi](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2018011832&table_n_ame=loi)

<sup>6</sup> Simon Lemoine, « Micro-violences. Le régime du pouvoir au quotidien », CNRS éditions, Paris, 2017

<sup>7</sup> Ch. Attal-Vidal et P. Iribarne, « Focus groups : mode d'emploi », AFNOR éditions, Paris, 2012

## II. Micro-violences et AMO<sup>8</sup>

Le secteur de l'aide et la protection de la jeunesse se retrouve constamment mis au défi de répondre au mieux aux besoins des jeunes en difficulté. Les AMO ne cessent d'orienter leurs actions au regard de la nécessité de prévention. Des rapports précédents ont déjà établi des définitions de la prévention générale, notamment, rappelons-le, en se basant sur la « loi de la reproduction de la violence », expliquée dans l'avis n°50 du Conseil Communautaire de l'Aide à la Jeunesse : *« de multiples recherches ont en effet montré que ceux qui étaient soumis précocement et intensivement à des situations violentes – qui peuvent être de natures très diverses - avaient de fortes “ chances ” de se faire eux-mêmes porteurs de violence, contre eux-mêmes (toxicomanies diverses, suicide) ou contre les autres. Il s'agit bien de travailler à ce que cette probabilité ne se transforme pas en destin ; pour ce faire, il faut s'attaquer aux mécanismes qui permettent ou favorisent une telle reproduction. »*

En effet, une partie de la population est soumise à de multiples violences s'exerçant de manière quotidienne. Ce sont des violences structurelles, économiques et sociales. Ces violences possèdent des relais : Bourdieu parle alors de 'micro-violences' afin de mettre en avant le caractère invisible de ces dernières ainsi que leur caractère 'non-sanctionnable'. L'avis n°50 du Conseil Communautaire de l'Aide à la Jeunesse met alors en avant le fait que, souvent, les victimes ont pour seule issue, une reproduction de cette violence subie sur soi-même ou autrui, ce qui engendre le risque qu'« aux violences “ invisibles ” répondent des violences visibles “ visiblement répréhensibles ” ». Tout cela amène le secteur de l'aide et de la protection de la jeunesse à vouloir prévenir et identifier ces violences afin de mettre en place des actions efficaces et effectives, dans le but d'éviter leur reproduction. C'est pourquoi l'équipe de l'AMO Color'Ados s'est penchée sur le type d'action à mettre en place. La volonté était d'abord de mieux comprendre la notion de 'micro-violences' pour ensuite, armés de ces connaissances, se tourner vers les jeunes, leur ressenti et leur parole, afin d'identifier les violences qu'ils vivent au quotidien et celles susceptibles de produire des effets sur eux-mêmes, leurs actions futures et leur développement personnel.

Beaucoup d'études mentionnent les difficultés ou violences que vivent les jeunes sans demander l'avis des principaux concernés. Le but est donc de partir de la réalité des jeunes en utilisant à la fois les enquêtes et les focus groupes, ensuite déterminer quels sont les types de micro-violences qu'ils subissent pour, finalement, atterrir sur des pistes d'actions à mettre en place.

---

<sup>8</sup> AMO : Service d'Actions en Milieu Ouvert. Leurs missions sont définies dans l'arrêté à trouver à [https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/45811\\_001.pdf](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/45811_001.pdf)

### III. Typologie des micro-violences selon Simon Lemoine

Dans cet ouvrage, précédemment cité, nous allons emprunter la typologie proposée. Elle rend compte de la variété des véhicules utilisés par le *régime du pouvoir* pour s'exercer sur les personnes au quotidien. Pour bien comprendre la finalité de ces micro-violences, il faut revenir à au concept foucauldien de « micro-physique du pouvoir », énoncé dans l'ouvrage « Surveiller et punir »<sup>9</sup> soit postérieurement à la loi de la reproduction de la violence que Pierre Bourdieu a développé au travers de toute son œuvre ou presque depuis « Les héritiers »(1964), aux « Méditations pascaliennes » (1997) en passant par « La reproduction » (1970)<sup>10</sup> ce qui signifie que cette recherche quant aux moyens qu'utilise le pouvoir pour contraindre les personnes à adopter un comportement attendu, est une réflexion qui a plusieurs origines. Il s'agit, comme l'indique Deleuze<sup>11</sup>, de distinguer les dispositifs utilisés par le pouvoir pour gouverner les individus. C'est cette typologie qui est reprise ici à laquelle Simon Lemoine a ajouté fort opportunément la question des micro-violences dans les rôles.

Il faut toutefois préciser très clairement que nous ne reconnaissons pas une sorte de lieu secret où seraient imaginés ces dispositifs. Ils se construisent de proche en proche. Certains sont même louables, ont une fonction organisatrice. Ces dispositifs de contrôle ne deviennent des micro-violences qu'à partir du moment où ils revêtent un caractère manipulateur. C'est-à-dire qu'ils exercent leurs « forces » à l'insu des personnes qui les subissent avec une intention cachée. Un pouvoir, quel qu'il soit ne peut s'exercer que par cette micro-physique. Mais elle doit être lisible, annoncée et consentie.

Voyons maintenant les dispositifs repris par Lemoine.

#### 1. La violence discursive

Le premier type de violence peut être appelé « violence discursive ». En effet, l'être humain pense le monde d'une manière logique où chacun est classé dans une catégorie, générant des stéréotypes et des catégorisations qui rendent difficile le changement d'un statut à un autre. Si nous pensons à l'école, nous pouvons facilement comprendre les effets de la désignation du 'bon' ou du 'mauvais' élève. *Si ce dernier "se croit" « mauvais », il va sombrer dans un certain fatalisme qui lui fera voir tout effort comme vain et dérisoire. Par ailleurs,*

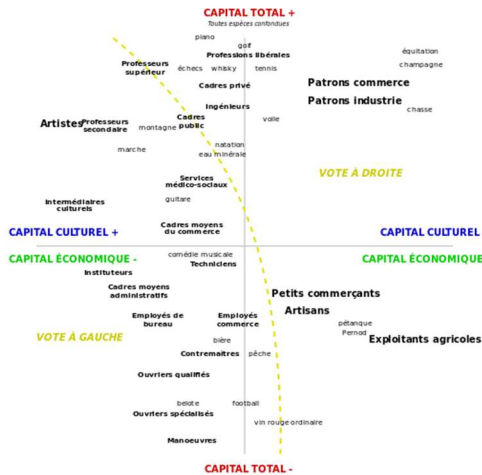
---

<sup>9</sup> M.Foucault, « Surveiller ou punir. Naissance de la prison », Gallimard, Paris, 2002.

<sup>10</sup> Notons que Wikipédia renseigne Johan Galtung comme père du concept de « Violence structurelle », lui qui développa une science de la Paix appelée « irénologie » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Johan\\_Galtung](https://fr.wikipedia.org/wiki/Johan_Galtung)).

<sup>11</sup> G. Deleuze, « Qu'est-ce qu'un dispositif ? », Michel Foucault philosophe, Seuil, Paris, 1989 p.185 cité par Simon Lemoine, *ibid*, p.23

si l'apprenant pense que son entourage (professeurs, parents, camarades) le considère comme mauvais, il ne pourra que donner la prestation que l'on attend de lui, poussé inconsciemment par son entourage vers l'image qu'on se fait de lui."<sup>12</sup> Nous verrons, lors de la présentation des données, que cette catégorisation, ainsi que d'autres, est fortement ressentie par les jeunes. La violence discursive est donc une violence de catégorisation. Elle trie et répartit les personnes sur des axes, à des positions dont ils ne peuvent que difficilement sortir.<sup>13</sup> Dans la Distinction, ouvrage de Pierre Bourdieu précédemment cité, l'auteur utilise un type de catégorisation quand il croise les concepts des capitaux culturels et économiques<sup>14</sup> :



Il pourrait être intéressant de reproduire ce type de catégorisation pour le public mineur. On y trouverait sans doute des liens (au sens de lier) entre des jeunes dotés de certains capitaux économiques ou vivants dans des quartiers de tel ou tel niveau « social » et des produits culturels ou des activités culturelles. Avec pour conséquence que les sujets « hors normes » se voient mis en difficulté par le hiatus entre l'image attendue et celle qu'ils veulent donner d'eux-mêmes.

<sup>12</sup> Dr. Assia Belgheddouche, « Le « bon », le « mauvais » élève et l'enseignant ! Quelles représentations ? » in Synergies Algérie n° 12 - 2011 p. 50

<sup>13</sup> Pour la petite histoire, Pierre Bourdieu dès son plus jeune âge a souffert de cette stigmatisation. Il a subi cette violence jusqu'à une khâgne (classe préparatoire à l'école normale supérieure) parisienne où ses condisciples n'ont eu de cesse de le brimer au nom de ses origines paysannes, origine peut-être de cette longue recherche sur les violences symboliques.

(voir [https://www.libération.fr/tribune/2002/02/07/la-nevrose-de-classe-de-bourdieu\\_392959/](https://www.libération.fr/tribune/2002/02/07/la-nevrose-de-classe-de-bourdieu_392959/))

<sup>14</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Distinction](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Distinction) (consulté le 30/8/21)

## 2. La violence « surveillance »

Le deuxième type de violences est à trouver dans les surveillances. Soit le fait que nous sommes surveillés dans une multitude d'endroits par une multitude de dispositifs. Les « progrès » de la technologie, les événements terroristes et maintenant la crise pandémique ont augmenté la puissance de la surveillance. Nous ne pouvons plus, pour ainsi dire, échapper à ces dispositifs, de telle sorte que nous adaptions nos comportements, contraints, au risque de limiter nos libertés individuelles, nos nouveaux comportements devenant des habitudes. Mais il est certain que des groupes identifiés sont beaucoup plus surveillés que d'autres. Les jeunes ont bénéficié d'une attention particulière en ces temps de confinement. Les surveillances peuvent être étatiques (via la police par exemple), mais elles peuvent être privées (l'œil soupçonneux du gérant de magasin quand des jeunes en poussent les portes). La surveillance ciblée sur les jeunes n'est pas nouvelle et tire peut-être son origine dans des mécanismes de régulations sociales organisés en des temps où l'éducation des jeunes n'échappait pas à une approche collective<sup>15</sup>.

## 3. La violence « aménagement »

Le troisième type de micro-violences reprend celles présentes dans ce que Lemoine nomme les « aménagements », qui renvoie notamment aux dispositifs architecturaux (certains lieux sont organisés de façon à ce que certains individus ne s'y sentent pas bienvenus ou rejetés/étiqetés de par leur apparence), mais également aux rapports hiérarchiques, rapports de pouvoirs ou encore réglementations et lois. Bourdieu la souligne également dans un entretien où il explique que *« dans la division logique entre les jeunes et les vieux, il est question de pouvoir, de division (au sens de partage) des pouvoirs. Les classifications par âge (mais aussi par sexe ou, bien sûr, par classe...) reviennent toujours à imposer des limites et à produire un ordre auquel chacun doit se tenir, dans lequel chacun doit se tenir à sa place. »* (1978, p.1). Mais de manière plus générale, nous pouvons apporter attention aux dispositifs architecturaux auxquels nous sommes soumis dans la vie quotidienne. Que ce soit dans l'aménagement des magasins qui organisent les déplacements non pour notre facilité, mais bien pour nous soumettre à des tentations d'achats. Autres dispositifs sont ceux qui régissent les milieux clos comme les prisons ou certains établissements scolaires qui utilisent le panoptique, procédé où nul ne peut se soustraire à la surveillance ni percevoir qui observe<sup>16</sup>.

---

<sup>15</sup> Certains reprenant à la suite de l'ouvrage de Louis Chevalier (Classes laborieuses et classes dangereuses, Plon, Paris, 1958) la même terminologie pour les jeunes. Exemple : le passionnant livre de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, « Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses » Fayard, Paris, 2003.

<sup>16</sup> Voir <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2012-2-page-47.htm>



#### 4. La violence «de rôle »

Les « jeux de rôles », selon Lemoine, renvoient à l'idée que chacun a un rôle auquel il tente de correspondre afin de se faire accepter, afin de correspondre aux normes de la société et de ce fait participer à une sorte de fiction générale où chacun serait à la place qu'il espérait être. En fonction du rôle qui nous est attribué, nous aurons plus ou moins la possibilité d'interpréter ce dernier. Simon Lemoine montre que cette capacité d'interprétation est directement corrélée au statut social. En effet, un haut statut social permet de poser des actions qu'on ne se permettrait pas avec un statut social plus faible, notamment dû au risque d'être davantage exclu. Nous pouvons très bien imaginer une personne à un haut niveau de pouvoir, exercer sa profession avec un certain mépris sans qu'il lui en coûte alors qu'un allocataire social ne pourrait se permettre cette même désobéissance au risque de se voir exclu des dispositifs d'aide. Dès lors, se tenir à son rôle procure une sécurité, mais l'impossibilité de pouvoir l'interpréter est forcément une violence. Finalement nous finirons par trouver ce dernier naturel, comme si nous étions voués à être telle ou telle personne. Goffman a bien mis en évidence cette « scène » en analysant les interactions sociales. « Ainsi, selon Goffman, le rôle renfermerait trois dimensions, la première étant normative, la seconde, typique et la troisième, interprétative. Dans la foulée des travaux de Goffman, Ogien (1995) souligne que la dimension normative se définit « [...] par les règles de conduite idéales qu'un individu devrait respecter pour assurer la fonction qu'un rôle particulier est censé remplir ». La dimension typique « [...] se rapporte aux attributs et qualités qui sont couramment associés à la personne qui remplit tel ou tel rôle sans qu'ils n'entrent dans sa définition officielle ». Ogien (1995) donne l'exemple d'un policier qui, afin de jouer adéquatement son rôle professionnel, devrait posséder une qualité telle que le « sang-froid ». Enfin, la dimension de l'interprétation du rôle renvoie à « [...] l'interaction au cours de laquelle un individu tient la place qui lui échoit, en s'évertuant à ne déroger ni aux normes idéales, ni à celles relevant des conceptions typiques<sup>17</sup> »

#### 5. Commentaires

La typologie des micro-violences maintenant définie, l'exercice qui nous attend est de les repérer au travers du discours des jeunes. Amener cette question frontalement n'aurait pas pu rencontrer l'intérêt des jeunes. L'invisibilité des micro-violences ne permet pas d'en avoir une conscience directe. Le travail s'est donc réalisé en entonnoir : à partir d'un questionnement large, nous avons relevé des thèmes qui pouvaient devenir des révélateurs des dispositifs auxquels les jeunes sont confrontés. Ce détour pour avertir le lecteur d'un éloignement provisoire du sujet lors d'une enquête quantitative pour pouvoir mieux y revenir lors d'un travail qualitatif.

---

<sup>17</sup> Patrick Fougeyrollas et Kathia Roy « Regard sur la notion de rôles sociaux. Réflexion conceptuelle sur les rôles en lien avec la problématique du processus de production du handicap » <https://www.erudit.org/fr/revues/ss/1996-v45-n3-ss3523/706736ar.pdf>

## IV. Paroles de jeunes

### 1. Méthodologie

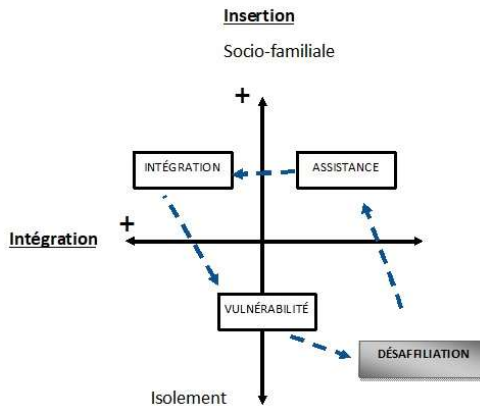
La finalité de cette étude était de rendre un rapport destiné au secteur de l'Aide à la jeunesse afin d'informer sur le vécu des jeunes face aux possibles micro-violences que ces derniers subissent et rencontrent au quotidien. La volonté est donc de produire des données à la fois quantitatives et qualitatives sur le sujet afin de mieux comprendre la réalité vécue au quotidien et de dégager d'éventuelles pistes d'actions. Pour ce faire, nous avons fait le choix de nous concentrer sur les jeunes âgés de 15 à 22 ans.

Le travail s'est donc fait en deux temps, l'idée était de partir d'un grand groupe afin de ressortir un maximum d'éléments liés aux micro-violences. Dans un second temps, sur base des éléments récoltés nous avons pu cibler les questions pertinentes à approfondir avec les focus groupe. L'objectif était de réunir les principaux intéressés afin de confronter leur vécu, leurs expériences, les ressentis communs ou opposés. Cette dynamique de groupe permet de faire émerger des idées qui restent parfois, en individuel, dans le silence.

Malheureusement, la crise sanitaire du Covid-19 a, comme dans bien d'autres secteurs, freiné ces opérations, dès lors postposées à quelques mois. Cela a entraîné comme conséquences une diminution de l'intérêt des jeunes qui ont répondu au questionnaire à participer aux discussions de groupe. De plus, la volonté de départ, soit celle de mettre en place des Focus-group en présentiel, avec plus ou moins 8 participants par session, s'est également modifiée étant donné la mise en place du deuxième confinement. Le dilemme était donc le suivant : postposer une nouvelle fois ces Focus-Group, dans le risque de perdre davantage de jeunes et de creuser l'écart entre le partage du questionnaire et la mise en place des discussions de groupe, ou choisir de tout de même les réaliser en les réadaptant, c'est-à-dire en tentant de les mettre en place via vidéoconférence. Nous avons choisi la seconde option étant donné l'importance que nous accordons à ce sujet et les besoins pressants des jeunes accentués par la crise sanitaire et ses conséquences sur le quotidien des jeunes.

## 2. Partie quantitative : un questionnaire auquel 350 jeunes ont répondu.

L'analyse des micro-violences passe par une connaissance de trois éléments principaux que sont : le profil général du public, son niveau d'insertion et son niveau d'intégration. Selon Castel le degré de vulnérabilité du jeune se mesure en fonction des deux axes qui viennent informer les risques de vulnérabilité et de désaffiliation sociale.



En récusant la notion d'exclusion, jugée trop figée, Robert Castel a imaginé plutôt un processus qu'il a appelé « désaffiliation sociale ». Il s'agit donc d'un modèle dynamique. Jacqueline Fastrès et Émile Servais ont schématisé le concept en reprenant les deux axes définis par Robert Castel. L'axe de l'intégration situe le rapport au travail (à l'école pour les jeunes dans une analogie qui conserve certaines limites) et l'axe de l'insertion est celui qui indique l'état du support relationnel socio-familial. La dynamique repérée par Castel est celle qui montre la corrélation entre ces axes : en perdant sur un axe, on perd sur l'autre. Il est clair que des micro-violences subies au niveau de l'axe de l'intégration, dans le monde scolaire par exemple, vont faire perdre sur cet axe, entraînant une perte sur l'axe de l'insertion (on ne voit plus ses pairs) et donc une « descente » dans une zone de vulnérabilité avant celle, redoutée, de la désaffiliation.

[https://www.intermag.be/images/stories/pdf\\_carnets/carnet\\_Castel.pdf](https://www.intermag.be/images/stories/pdf_carnets/carnet_Castel.pdf)

## a. Public et Taille

Un échantillon de 350 jeunes a répondu au questionnaire. Les questionnaires ont été distribués essentiellement dans les écoles secondaires de Braine-l'Alleud et Waterloo. Ainsi qu'auprès des bénéficiaires de l'AMO, de la maison des jeunes "Le Prisme" et des jeunes rencontrés dans la ville de Braine-l'Alleud. Le questionnaire se trouvait en ligne et quelques jeunes y ont répondu en version papier.

Il est important de préciser que ce questionnaire n'est qu'indicatif. Il n'a pas valeur scientifique ni ne se veut représentatif. Il est un coup de sonde auprès de jeunes qui ont bien voulu y répondre. Les généralités ne sont donc pas une photographie de la jeunesse sur notre territoire, mais elles précisent les caractéristiques des répondants.

## b. Contenu du questionnaire

Le questionnaire se divise en plusieurs parties :

- Une partie générale liée au profil des jeunes : genre, âge, situation familiale, ville, situation financière de la famille.
- Une question liée à la théorie de Castel reprenant des éléments des deux axes (intégration et Insertion) :
  - École et formation : enseignement, formation, activités, information choix scolaire, origine information scolaire, décrochage scolaire, services connus, qualification à l'école (bon élève...)
  - Loisirs et mobilité : extrascolaire, freins, déplacement et mobilité, lieux, emploi du temps.
- Services ressources : services connus, difficultés.
- Information : où trouver les informations liées au quotidien (amour, famille...)
- Réseaux sociaux : utilisation.
- Une question liée aux dépendances : type de consommation.
- Une partie liée aux difficultés du quotidien et à la vision de l'avenir :
  - Difficultés : services (police, SAJ, SPJ, tribunal de la jeunesse), harcèlement (type, lieu), comportement vis-à-vis du jeune, intégration dans le groupe.
  - Projet d'avenir : vision d'avenir (emploi, famille...).

## c. Résultats

### i. Profil général des répondants

58% de filles et 40% de garçons ont répondu à notre questionnaire en ligne. En majorité, des jeunes âgés de 15 ans à 17 ans. La majorité des jeunes vivent avec leur parents (64%), une minorité (29%) vit une situation avec des parents séparés. La majorité est originaire du Brabant Wallon, plus précisément Nivelles, Waterloo, Braine-l'Alleud et Ittre, les autres sont Bruxellois. En ce qui concerne la situation socio-économique, 46% considèrent la situation financière de leur famille comme « bonne », 35% comme « moyenne », 12% comme « mauvaise » ; 7% ne se sont pas prononcés.

### ii. École et formation

Au moment de la récolte des données, 96% des jeunes répondants sont inscrits dans un établissement scolaire à temps plein réparti entre les différents types d'enseignement. Plus de la moitié sont en général (52%). L'autre moitié se répartit entre l'enseignement technique de transition (15%), de qualification (18%) et professionnel (10%).

Concernant l'accessibilité aux informations relatives au choix scolaire et à la recherche d'emploi, plus de la majorité (70%) des jeunes interrogés se trouvent assez informés sur ces sujets contre 30% estimant ne pas l'être assez, voire pas du tout. Ces informations proviennent par ordre d'importance<sup>18</sup> de leurs parents (70%), d'amis (50%), de l'école et du CPMS (49%), sur internet (39%), des salons SIEP (12%) et enfin du Forem (3%) et du CPAS (2%).

23% de nos répondants (76 jeunes) ont répondu avoir déjà décroché du système scolaire<sup>19</sup>.

Pour ces jeunes-là, les parents (59%), amis (43%), psychologues (20%), professeurs et éducateurs (16%), services d'aide (8%) et eux-mêmes (15%) ont été cités comme ressources les ayant aidés à raccrocher.

Les facteurs les empêchant de raccrocher sont par ordre d'importance : le manque d'envie et de motivation (53%), envie d'avoir des revenus (38%) et de travailler (30%), manque de confiance en eux et difficultés trop élevées (23%), un manque de soutien de l'entourage (10%) et de l'école (13%).

---

<sup>18</sup> Quand la somme des pourcentages dépasse 100, c'est que plusieurs réponses étaient possibles.

<sup>19</sup> Questionnaire rempli avant la crise Covid-19 de 2020-2021.

Les structures vers lesquelles ils se tourneraient pour trouver de l'information seraient en majorité la famille et l'entourage (63%) ainsi qu'internet (61%). Ensuite l'école et le CPMS (38%) et enfin les structures telles que le Forem (5%), le SIEP (16%), Infor jeunes (7%) et le Centre d'Information et d'Orientation (20%).

La majorité des élèves (51%) se qualifient « d'élève moyen », 42% de "bon" et 7% de "mauvais" élèves. Trois quarts d'entre eux ont l'impression que ces qualifications sont vraies par rapport aux efforts fournis. Cependant 24% d'entre eux trouvent que ce qualificatif n'est pas juste au regard des efforts fournis.

## Commentaires :

30% des élèves ne s'estiment pas assez informés quant à leur choix scolaire ou pour leur vie professionnelle. Un jeune sur 3 risque donc (tous ne sont pas en dernière année, tant s'en faut) d'entamer des études qui ne lui correspondent pas. L'information externe leur semble difficile d'accès puisqu'en dehors de la famille, des amis et de l'école, seuls les salons Siep semblent en procurer.

L'enquête montre aussi qu'un jeune sur quatre a déjà décroché ou s'est senti décroché. Ce qui est assez énorme quand on voit le risque couru en référence au schéma de Castel. À nouveau, ce sont les proches qui sont les premiers aidants. Les stratégies de rattrapage doivent en tenir compte. À contrario, parmi les décrochés, 13% ont souhaité plus de soutien de l'école et 10% plus de soutien de leurs parents. À noter qu'ils sont assez rudes sur les causes de leur décrochage : manque de motivation et besoin d'argent. Enfin, un jeune sur 4 estime qu'on ne lui reconnaît pas ses qualités scolaires. C'est beaucoup puisque source de souffrances et c'est une violence en soi puisqu'il leur est visiblement impossible de pouvoir prouver le contraire ou sortir de cette étiquette qu'ils ne se reconnaissent pas.

### *iii. Loisir et mobilité*

Concernant les activités extrascolaires, 22% (72 jeunes) n'en ont pas. La moitié des jeunes n'ayant pas d'activité extrascolaire souhaiteraient en avoir une. Les activités exercées sont du sport en club pour la grande majorité (59%), des activités artistiques (30%), des mouvements de jeunesse (23%) et un engagement social (volontariat, etc.) pour une minorité (8%). Notons que 17% aimeraient faire (plus) de sport, 17% aimeraient rejoindre les mouvements de jeunesse, 22% souhaiteraient avoir une activité artistique et plus de 28% aimeraient avoir un engagement social.

Les freins à la participation à une activité sont en premier lieu (78%) le temps, le prix (26%), l'accessibilité (19%) et les parents pour 12%. La plupart s'y rendent grâce aux parents qui les conduisent (61%), viennent ensuite les transports en commun (49%), et enfin « par leur propre moyen » (à pied – 44%-, vélo – 15% -, voiture – 7%).

Au niveau géographique, les activités et sorties se déroulent principalement pour les jeunes interviewés à Braine-l'Alleud (64%), Waterloo (62%), Bruxelles (40%) et 18% vont jusque Louvain-la-Neuve. Pour les jeunes sortant à Braine-l'Alleud et Waterloo, les activités effectuées sont par ordre d'importance : boire un verre (61%), traîner en rue (46%), écouter de la musique (42%), danser (40%).

Commentaires :

Plus d'un jeune sur 5 n'a donc pas d'activités spécifiques en dehors de l'école alors même que la moitié d'entre eux souhaiterait en avoir. Cela produit inévitablement un déficit en termes de culture, d'épanouissement et de sociabilité. Difficile de savoir à partir des réponses reçues ce qui freine ceux qui n'ont pas d'activités (notre question reprend également les jeunes voulant une activité supplémentaire), mais la question du prix est prégnante pour plus d'un quart. C'est bien d'une certaine forme de violence économique dont il s'agit. Qui peut se traduire par une discrimination, mais aussi par une surveillance accrue si le jeune est amené à traîner en rue. Ce parcours qui part de *l'inaccessibilité des activités* pour finir à *la rue* n'est pas une vue de l'esprit et l'AMO tente depuis des années de trouver une réponse structurelle à cette situation avec un travail de prévention (en amont), mais aussi par des projets spécifiques avec ces jeunes (travail en aval) et des échanges avec les services de police pour tenter de réduire les surveillances.

#### *iv. Services-ressources*

La majorité des jeunes ont déjà entendu parler de certains services d'aide, mais ne s'y rendent presque jamais : AMO, CPAS, Infor Jeunes, Maison de jeunes, Planning familial, PMS, service de santé mentale. Sur les 342 réponses, 227 n'avaient par exemple jamais entendu parler d'une AMO et seuls 2 s'y rendent régulièrement. Quant aux CPAS, maison de jeunes, PMS et planning familial, la majorité savent de quoi il s'agit, mais sans y avoir régulièrement mis les pieds. La méconnaissance des services AMO est forcément interpellant.

La plupart (84%) répondent qu'ils n'ont pas de difficultés pour s'y rendre. Parmi les 16% ayant répondu qu'ils avaient des difficultés pour s'y rendre, la plupart expliquent cela par le fait de ne pas oser y aller, surtout en ce qui concerne le CPMS et le Planning familial.

Commentaires :

La méconnaissance des structures et services d'aide est confirmée. La difficulté d'accès pour cette cause empêche des jeunes de trouver de l'aide pour résoudre leurs difficultés. C'est un facteur qui doit attirer notre attention et rester une piste de travail. Ne pas savoir où se rendre pour être aidé peut être une source d'enfermement et donc peut devenir une source de violence.

*v. Informations*

La grande majorité des jeunes trouvent auprès de leur entourage (famille et amis) des informations et conseils à propos des relations amoureuses, des difficultés avec les amis et les familles, ainsi que des difficultés sur les réseaux sociaux. En ce qui concerne la sexualité (moyens de contraception, MST, avortement et pilule du lendemain), les CPMS et Planning familiaux sont les services les plus contactés.

*vi. Les réseaux sociaux*

Les réseaux sociaux sur lesquels se rendent les jeunes plusieurs fois par jour sont Instagram et Snapchat (avec respectivement 270 – soit 81%- et 223 jeunes – soit 67%- sur 342). Il est à noter que 20% des jeunes répondants ne vont jamais sur Facebook.

**Commentaires :**

Il est important de voir que 91% des jeunes répondants ont une utilisation quasi quotidienne d'Instagram contre 45% ont le même usage de Facebook ou WhatsApp. Il y a plus d'un an, 31% avaient un tel usage de TikTok. Il serait intéressant de voir comment cette utilisation a évolué depuis le confinement.

*vii. Dépendances*

La majorité des jeunes (53%) n'a jamais consommé de cigarettes ou de cannabis (73%). Concernant l'alcool, 18% n'en ont jamais consommé et 53% répondent n'en consommer que moins d'une fois par semaine. Parmi les substances consommées plusieurs fois par jour, la cigarette est celle qui obtient le plus de votes avec 34 jeunes (10%). Aucun des 342 jeunes n'a déjà pris de l'héroïne. 31,3% des jeunes estiment trop consommer en général, principalement en ce qui concerne les réseaux sociaux et les jeux d'écran. La cigarette arrive en 3e position.

La grande majorité consomme avec des amis (91%), suivie de 25,2% qui consomment seuls, 22,3% avec des personnes rencontrées en festival/soirée et 19,3% expliquent consommer avec leur famille.

**Commentaires :**

Très étonnantes sont les réponses à ces questions. On est loin du raz-de-marée attendu en termes de consommations. Celles-ci restent avant tout récréatives et participent aux interactions sociales. S'il leur arrive de consommer seuls (1 sur 4), l'usage le plus fréquent est avec des amis.



*viii. Les difficultés*

31,6% des jeunes ayant répondu au questionnaire ont déjà été confrontés à la police. 5% ont été confrontés au SPJ, 9% au SAJ et 6% au tribunal de la jeunesse.

23,4% des jeunes ayant répondu au questionnaire estiment avoir déjà été humiliés plusieurs fois (1 jeune sur 4) et 18% estiment avoir été harcelés plusieurs fois (1 jeune sur 5).

Concernant le harcèlement, la grande majorité y a été confrontée à l'école, soit 135 jeunes (88,2%). Les réseaux sociaux obtiennent la deuxième place avec 46 jeunes (30,1%) et la rue suit avec 37 jeunes ayant été confrontés (24,2%). À noter également que 13 (8,5%) jeunes ayant été harcelés ont répondu, que cela s'est passé à la maison

Plus de la moitié des jeunes ayant répondu au questionnaire (56%) estime que l'on s'est comporté différemment avec eux à cause de leurs fréquentations (question sur les discriminations). Un peu moins de la moitié (49%) expliquent que cela est dû à leur comportement différent de celui des autres. 134 (41%) ont été discriminés à cause de leurs vêtements et 93 à leur statut social (29%) soit un jeune sur trois.

Pour intégrer un groupe d'amis, la grande majorité n'a rien fait de particulier. Cependant, 100 des 342 jeunes disent avoir déjà délaissé quelqu'un pour intégrer un groupe (29%). Mentir intervient en deuxième position avec 78 jeunes (23%). Quant au fait d'acheter des vêtements de marque, 63 ont répondu l'avoir déjà fait pour intégrer un groupe (18%).

**Commentaires :**

Un jeune sur 3 a déjà été confronté à la police, mais seul un sur 10 au SAJ. Ce serait intéressant d'approfondir le ressenti des jeunes vis-à-vis de ces interactions ce qu'aucun chiffre de l'enquête ne permet d'établir.

La suite concerne les discriminations et les « harcèlements ». 1 jeune sur 3 affirme avoir déjà subi du harcèlement. S'il faut sortir de la définition stricte du harcèlement, cela veut tout de même dire que ces jeunes ont vécu des moments difficiles, avec une certaine durée et une répétition qui les a amenés à se définir comme harcelés. Nous sommes clairement dans des situations de violence qui ne sont pas toujours reconnues. Pour reprendre le schéma de Robert Castel, il s'agit alors d'une perte sur l'axe de l'insertion qui se traduit, on l'aura compris par une perte sur l'axe de l'intégration. 88% des harcelés ont vécu ce traumatisme à l'école, et 30% sur les réseaux sociaux. Ce sont ces deux lieux qui doivent faire l'objet de notre attention. Mais retenons que 9 fois sur 10 le harcèlement se passe à l'école, pourtant sanctuaire de sécurité.

## ix. Projets d'avenir

Concernant la confiance en l'avenir, sur une échelle de 1 à 10, le chiffre ayant obtenu le plus de votes est 8 (80 jeunes). 249 jeunes sur 342 ont répondu un chiffre au-delà de 5. 5 sur 342 jeunes n'ont aucune confiance en l'avenir.

La majorité des jeunes se voit avec des enfants plus tard, puis mariés et en troisième position: en couple.

Concernant leur futur métier, 88,7% veulent que ce dernier les rende heureux. L'argent intervient comme deuxième attente avec 57,9%, suivi de peu par l'accord avec les convictions (54,9%).

La plupart rêvent d'avoir une famille, d'être mariés ou d'avoir des enfants dans l'avenir. Le fait d'être riche et d'avoir une bonne situation familiale revient également très régulièrement.

### Commentaires :

Ces chiffres ont donc été obtenus avant la pandémie et les confinements. Nous engageons le lecteur à retenir les chiffres présentés avec les commentaires des jeunes obtenus au cœur même de la crise sanitaire. L'évolution est interpellante.

À noter que les imaginaires n'évoluent pas beaucoup et que l'avenir reste concentré sur l'espoir d'une vie de famille heureuse et d'une situation professionnelle rémunératrice.

### 3. Méthode qualitative : Focus group

#### a. Méthodologie

Les jeunes interviewés sont des jeunes ayant répondu au questionnaire et ayant laissé volontairement leurs coordonnées afin d'être recontactés pour la suite de la recherche. Deux des cinq interviewés étaient des jeunes ayant fréquenté ou fréquentant encore l'AMO aujourd'hui.

##### *i. Taille du groupe*

Malgré les difficultés nous avons réussi à capter l'attention de sept jeunes, et mis en place trois Focus-Group. En effet, nous avons dû réduire la quantité de jeunes par groupe étant donné les difficultés imposées par des rencontres en ligne, tributaires de problèmes techniques, de difficultés de compréhension, de prise de parole non équitable entre tous les participants ou encore de l'ennui qui risque de s'installer lorsque ces discussions en ligne prennent trop de temps. Nous avons donc le souhait de rencontrer environ cinq jeunes par Focus-Group, mais, malheureusement, quelques-uns ayant accepté l'invitation ne se sont finalement pas présentés le jour J. Nous avons donc effectué trois rencontres, la première avec trois jeunes et les deux dernières avec deux jeunes à chaque fois. Ces Focus-Group ont en général pris deux heures, en comptant les problèmes techniques ou autres problèmes de connexions.

##### *ii. Outil : Grille d'entretien*

Après avoir réalisé une fiche de cadrage (voir annexe), une grille d'entretien a été élaborée et utilisée comme support lors des rencontres avec les adolescents. Cette dernière a été créée sous forme de tableau, comprenant d'une part les thèmes qui nous semblaient intéressants à aborder, notamment en regard de l'ouvrage de Simon Lemoine, et d'autre part les questions générales pouvant en découler. Nous avons laissé les personnes rencontrées répondre à leur guise aux questions et ainsi introduire d'elles-mêmes certains sujets importants à leurs yeux. La grille d'entretien servait donc de structure de base.

### iii. Déroulement

Pour chaque focus groupe, deux modératrices étaient présentes. Une employée de l'AMO psychologue clinicienne et une stagiaire en dernière année de master en criminologie. Afin de garantir l'anonymat des jeunes, nous leur avons attribué des noms d'emprunt. La grille d'entretien était suivie sous forme de "pas chinois" (permet de rebondir à partir des éléments apportés par les jeunes) et de manière libre. Les sujets abordés étaient listés préalablement, mais laissaient toujours les jeunes libres d'aller dans la direction qu'ils souhaitaient.

#### Premier Focus-Group

- Date : le mercredi 18 novembre 2020 de 14h à 16h
- Timing : Dépassement de 20'
- Présents : Trois présents sur quatre jeunes inscrits. Louise (16 ans – École de Braine-l'Alleud) - Aline (19 ans – Étudiante à la Haute École) - David (22 ans – Employé)

#### Deuxième focus groupe

- Date : le jeudi 19 novembre 2020 de 16h à 18h
- Timing : respecté
- Présents : Deux présents sur cinq jeunes inscrits. Odile (17 ans – École de Braine-l'Alleud – Résident à Waterloo) – Nathan (17 ans - École de Braine-l'Alleud - Résident à Braine-l'Alleud)

#### Troisième Focus groupe

- Date : le 01 décembre 2020 de 16h à 18h
- Timing : respecté
- Présents : Deux présents sur cinq jeunes inscrits. Safia (16 ans – École de Braine-l'Alleud) - Jade (19 ans – à été à une école de Braine-l'Alleud, mais effectuant désormais un jury central)

Remarques : nous avons vécu plusieurs aléas qui sont malheureusement indépendants de notre volonté et qui sont, selon nous, notamment dus au fait que ces Focus-Group n'aient pas pu se faire en présentiel. Il est vrai qu'il est difficile de demander l'attention de jeunes qui sont déjà connectés à longueur de journée, que ce soit pour les cours ou autres activités

réalisées en distanciel étant donné la crise sanitaire. À la fin de chaque Focus-Group, tous étaient unanimes ils ont exprimé leur intérêt pour ce genre de discussions, le bienfait et la nécessité de ces dernières. Cela nous a confortés dans le fait que ces discussions de groupe (même élémentaires) ont réellement permis aux jeunes de s'exprimer, d'être écoutés et être pris en considération.

Nous gardons bien évidemment à l'esprit que les témoignages de sept jeunes ne sont pas suffisants afin d'assurer la représentativité exigée par des recherches scientifiques. Il s'agit seulement de premières indications sur ce que ressentent les jeunes qui peuvent servir de point de départ à d'autres recherches ou d'autres réflexions plus poussées sur ce qui peut être mis en place afin de les aider.

## b. Focus groupe au regard des résultats de l'échantillon (synthèse des propos)

*Remarque : Nous allons donc passer en revue les thématiques abordées. Pour des facilités de lecture, les témoignages illustrent les analyses, alors même que le processus réel est inverse, ce sont les analyses qui sont intervenues à partir des témoignages. Vous retrouverez les témoignages lorsqu'à une « puce » (un rond noir) succèdera une initiale d'un des prénoms (fictif) des jeunes.*

### i. Thématique et résultat des focus groups : Être jeune

#### a. Le statut de jeune

Nous avons amorcé chaque Focus-Group en leur posant une question large et générale, soit « À vos yeux, qu'est-ce qu'être un jeune aujourd'hui ? ». De manière générale, les jeunes définissent principalement la jeunesse comme une phase de changement, de développement personnel et de recherche de sa personnalité. Cela souligne également que certains problèmes ou états d'âme sont directement issus de cette recherche de personnalité et de place dans la société.

Nous retrouvons également l'idée que la jeunesse est une période faite d'insouciance, d'innocence, mais aussi de folie et de bêtises. Enfin, la troisième idée est celle d'une période d'apprentissage dans le monde dans lequel nous évoluons.

Nous comprenons donc, par ces réponses, que la jeunesse est vécue et perçue différemment par chacun. Cependant, nous remarquons qu'elle rime à leurs yeux comme une période particulière et différente de toutes les autres, comportant des caractéristiques bien particulières. La jeunesse est en effet une "période de transition à la vie adulte. (...) Celle-ci se caractérise par un processus de construction de soi et d'insertion dans différentes sphères (travail, études, famille, etc.). Il s'agit donc d'une période de la vie remplie de défis à relever pour se construire et accéder à l'autonomie." (Consultation en

*vue de la future Politique québécoise de la jeunesse, 2015, p.8).* Nous verrons dans la suite de cette analyse que ces défis à relever, cette recherche de soi et de sa place sont souvent sous-entendus dans les témoignages des jeunes des Focus-Group.

Afin de mieux comprendre leur vision de la jeunesse, nous voulions en savoir plus sur les avantages et inconvénients qu'ils percevaient à se retrouver dans leur position de jeune. Les idées émises se rapprochent fortement. En effet, l'avantage le plus saillant, à leurs yeux, est la liberté que procure la jeunesse, notamment au niveau de l'absence, ou en tout cas de la faible présence, des responsabilités dans leur vie quotidienne.

Cet aspect de liberté est paradoxalement remis en cause lorsque l'on aborde les inconvénients de la jeunesse. En effet, il semblerait que cette liberté renvoie à quelques aspects de la vie seulement et qu'être jeune entraîne tout de même quelques restrictions. Certains ressentent que leur jeunesse les empêche de faire certaines choses ou d'être qui ils désirent être.

- « J : (...) être jeune c'est surtout passer par l'adolescence, là où on se fait sa propre personnalité, on commence à faire ses propres choix, à avoir ses propres envies. Du coup on n'est plus forcément d'accord avec notre famille, notre entourage, etc. Moi je trouve qu'on attend beaucoup aussi des jeunes maintenant. Par exemple l'école, moi je trouve que bah c'est beaucoup trop demander pour un jeune, que à l'école on passe à côté de pleins de choses, mais ce sont des choses que, fin je sais pas comment expliquer, qui sont imposées par les adultes et allez fin on dicte la vie des jeunes. »
- « S : Euh, déjà je trouve qu'être jeune ça dépend vraiment des gens parce que bon il y en a qui vont le vivre mieux, d'autres pas très bien, je pense que c'est surtout, fin moi personnellement, une période de changement dans ma vie où j'ose plus faire des trucs, ou moins faire des trucs justement. Je sais pas, c'est le moment où je change vraiment ma vision de la voir les choses en fait. »

Ces propos renvoient donc à une certaine volonté de voler de leurs propres ailes et d'obtenir plus de libertés, le tout dans une optique de se distancer de l'infantilisation ressentie.

Parmi les autres inconvénients cités, l'école et la pression qu'elle engendre reviennent également fréquemment.

On constate sur base de leur réponse, la volonté de se distancer des normes instaurées par la société ou par les parents afin de créer son propre cheminement et de s'éloigner d'une certaine pression qui semble peser lourd sur ses épaules. On remarque

une déception du système scolaire pouvant renvoyer aux propos de Bourdieu quand il rappelle que « *l'école (...) n'est pas simplement un endroit où l'on apprend des choses, des savoirs, des techniques, etc., c'est aussi une institution qui décerne des titres, c'est-à-dire des droits, et confère du même coup des aspirations.* » (1978, p.3). Bernard Roudet, dans son article « *Qu'est-ce que la jeunesse ?* », ajoute qu'au « *fur et à mesure de leur insertion dans la vie professionnelle, en fonction de leur niveau d'études et de leurs acquis culturels, les individus construisent leur position sociale. Alors que le chômage frappe particulièrement les jeunes, la possession d'un diplôme facilite l'entrée sur le marché du travail (...). Le chômage tend en effet à se concentrer sur les non-diplômés* » (2012, p.4). On voit donc à quel point les adolescents et les enfants peuvent ressentir une telle pression scolaire, lorsque l'école est vue comme seule voie d'accès à un avenir stable et sécurisant.

D'autres études vont dans ce sens, comme celle de Vultur (2009) qui explique la déception des jeunes face à l'institution scolaire, qui n'est pas adaptée à leur situation personnelle. Les aides qui entourent l'école se contentent de tenter de réinsérer l'enfant dans cet établissement sans prendre le temps de s'attarder sur les difficultés qu'ils éprouvent à s'intégrer dans ce cadre normatif qui semble fonctionner d'une et une seule manière. Les conséquences sont notamment « *une aversion pour tout ce qui est organisé et institutionnalisé* » (Vultur, 2009, p.59).

### b. La vulnérabilité

Par « situations vulnérables », nous voulions savoir si les jeunes avaient déjà été confrontés à des situations compliquées par leur jeunesse.

- « D : Donc la liberté c'est moi qui l'ai prise tout seul, d'un autre côté, prendre son envol tout seul à la sauvage c'est pas l'idéal non plus. Oui parce que moi j'ai eu des problèmes familiaux et tout, je suis parti de la maison, disputes et tout ça, mais d'un autre côté prendre son envol et quitter de chez maman ou papa c'est beaucoup de... je vais dire pas de travail, mais c'est avoir la maturité, d'être capable de quitter le nid. C'est vraiment avoir le courage, la maturité parce que une fois que une fois qu'on vit seul on peut revoir ses parents après, mais c'est très très compliqué. »

À travers différents témoignages, nous comprenons que deux idées s'opposent. D'un côté, une partie d'entre eux place cette vulnérabilité au niveau de la prise de responsabilité qui commence à se faire ressentir au fur et à mesure où l'on grandit alors que, de l'autre côté, la vulnérabilité se situe au niveau de la grande attache et proximité qui se fait encore ressentir au niveau familial, pouvant alors exercer une pression, vécue comme une infantilisation par les jeunes. Parfois, la prise de liberté traduit un réel besoin

de se construire seul et de s'éloigner de certains problèmes familiaux, mais engendre alors des difficultés d'un autre ordre nécessitant de la maturité et une réelle prise en charge de soi-même.

- « L : (...) quand on était enfants on avait plus de privilèges au niveau des parents, etc., il y avait beaucoup plus d'aides et quand on devient adolescent les parents ils lâchent un peu la grappe parce qu'on doit grandir pour leur dire adieu et du coup on a moins besoin de leurs fondations pour vivre quoi. Du coup on a plus de difficultés, mais après ça passe, fin pour moi ça passe »

On remarque que les réponses obtenues ont quelques similitudes avec les résultats d'une enquête "Génération quoi ?" (2016) réalisée auprès de jeunes répondants belges, où le passage à l'âge adulte correspondait, selon 64% des répondants, à la maturité et la responsabilité et, selon 24%, à l'indépendance financière vis-à-vis des parents.

### C. Stéréotypes liés aux jeunes

Concernant les rapports de pouvoirs, nous allons voir dans les résultats des Focus-Group que certains adolescents mettent en avant cette division entre les jeunes et les adultes ou plus spécifiquement les jeunes et les professeurs. Nous verrons que la notion de place/lieux mentionnée par Lemoine et également importante aux yeux des adolescents interrogés.

Fréquemment les jeunes se retrouvent être la cible de certains propos. Des critiques émises sur la jeunesse semblent ancrées depuis des années. Il semblerait en effet que, « *dans l'inconscient collectif, les jeunes prennent trop de liberté, sont créatifs, car un peu révolutionnaires et sont insubordonnés, tout en représentant une forme de danger envers l'ordre établi. De tout temps, on a enfermé la jeunesse dans ces stéréotypes. Et ce qu'on entend aujourd'hui sur les générations X ou Y n'a rien de surprenant : ce n'est que la continuité de ces stéréotypes historiques* » (Interview de Pralong, 2019). Dans sa thèse, Claire Bernot-Caboche (2016) mentionne également ces stéréotypes et images présents dans la société. Les jeunes sont vus négativement, comme des paresseux, sans ambition ou sans volonté d'évoluer. Un exemple actuel lié au contexte du Covid19 est la représentation que la société s'est fait des jeunes, face aux risques<sup>20</sup>.

Quelles seront les conséquences de cette situation sur les principaux concernés, surtout lorsque l'on sait à quel point bon nombre d'entre eux se retrouvent dans des situations précaires et difficiles depuis le début de la crise. C'est pourquoi nous avons voulu en savoir

---

<sup>20</sup> Voir par exemple : <https://plus.lesoir.be/319443/article/2020-08-17/coronavirus-les-jeunes-boucs-emissaires-en-temps-de-pandemie>



si les jeunes ressentent ces critiques ou si l'image véhiculée d'eux et leurs pairs pouvait avoir un impact sur certains de leurs comportements.

- « D : Surtout quand les grandes personnes parlent. Je vais pas dire que je suis une grande personne même si j'ai 22 ans et que je me considère un peu comme. J'ai souvent entendu quand je veux m'adresser à quelqu'un et que cette personne est en train de parler, ils me disaient souvent « t'attends que les grands aient fini de parler avant de parler. Tu n'as rien à dire on est en train de parler entre grands ». »
- « O : (...) j'ai l'impression qu'on est pas vraiment reconnu comme personne au final au niveau du monde en général (...). Enfin moi j'ai l'impression que si je veux donner mon opinion jamais y a quelqu'un qui va me regarder et
- « J : Moi ce que les adultes disent aux jeunes et qui m'énerve c'est quand les adultes disent aux jeunes par exemple que je suis jeune, je sais rien, comme je suis jeune du coup, que lui il sait mieux parce qu'il a eu l'expérience, il a ci, il a ça, alors que pas forcément fin il peut pas tout connaître sur tout donc si moi je me suis renseignée plus que lui sur un sujet bah je m'y connais mieux que lui (...). »

## Violence liée au rôle :

La catégorisation, on l'a vu, assigne des caractéristiques attendues et définies par ailleurs à des types particuliers. Un jeune des quartiers dits sociaux sera, par exemple, attendu comme devant être affublé d'une casquette, amateur de rap, en difficulté à l'école, se rassemblant en bande, peu ou prou provocateur... Difficile pour jeune de ces quartiers d'aimer la danse classique comme l'illustre magnifiquement le film de Stephen Daldry : « Billy Elliot », sorti en 2000, dans le contexte des quartiers populaires du comté de Durham, au nord-est de l'Angleterre.

Il en est de même pour la catégorie « jeune » ou « enfant » à laquelle correspond un certain nombre d'attendus. Il n'est pas question ici de discuter de l'importance ou de l'intérêt de ces attendus, mais comme ils sont peu ou pas explicités, qu'ils sont généraux et s'appliquent sans distinction, certains jeunes ou enfants peuvent être en difficulté s'ils veulent sortir de ce qui est attendu d'eux. Rappelons que l'exercice du pouvoir – étatique, parental, scolaire...- demande toujours une certaine coercition. Cette « violence » n'entre pas dans notre considération des micro-violences. Elle y rentre seulement si elle se fait à l'insu des individus et pour autant, évidemment, qu'elle n'est pas condamnable. Le « rôle » assigné à la catégorie « Jeune » peut devenir source de micro-violences si les attentes ne lui permettent pas, hors règles explicites, de tenir un rôle différent, voire d'interpréter le rôle attendu à sa manière.

Une des conséquences des stéréotypes est la décrédibilisation des jeunes. Les témoignages reflètent un certain mal-être jusqu'à parler de leur non-reconnaissance en tant que personne à part entière. Tout ceci peut avoir une conséquence sur leur estime d'eux même. La prise en compte des problèmes qu'ils rencontrent au quotidien.

Simon Lemoine dans son ouvrage, explique le risque que les personnes intériorisent leurs problèmes et se considèrent responsable, coupable<sup>21</sup>.

Une décrédibilisation est également ressentie au niveau des compétences professionnelles. Certains mettent en évidence que plusieurs fois ils ont été confrontés à des refus malgré la motivation à s'insérer professionnellement dans la société.

- « L : Fin c'est souvent mon entourage proche qui dit ça, « oui, mais vous les jeunes vous avez pas vraiment de problèmes », « c'est encore facile pour vous », etc., parce qu'apparemment on n'a pas encore de décisions à prendre, etc. (...) Si l'adulte répond avec une réponse qui est pas attendue, bah le jeune va se dire « c'est peut-être pas grave, c'est peut-être moi qui en fait des caisses, etc. »
- « D : (...) ou « t'es jeune t'as aucune compétence dans le travail ». Moi c'est ce que j'ai ressenti une fois, j'ai été travailler à un endroit et on m'a dit « ouais t'y arriveras pas, même si t'es jeune et que t'es en train d'apprendre t'as pas encore assez d'expérience pour travailler dans le domaine. »

On peut comprendre que cette insertion professionnelle, déjà difficile pour les jeunes diplômés, l'est encore plus pour les jeunes sans diplômes, et ce, malgré les formations effectuées. En effet, il semblerait que, même en ayant suivi des formations, certains jeunes peinent toujours à trouver du travail, notamment de par la stigmatisation dont ils font l'objet, « de la part des employeurs, qui considèrent que le passage par une mesure d'aide à l'insertion signifie que le candidat à l'embauche est de qualité moindre » (Vultur, 2009, p.63), engendrant dès lors une situation où « les intervenants ont une image plus négative des jeunes qui ont abandonné les études que celle que ces jeunes ont d'eux-mêmes. Parce qu'elle leur renvoie une image négative d'eux-mêmes, l'institution représente pour eux une source de frustration. » (Vultur, 2009, p.63).

---

<sup>21</sup> « Le déviant est celui à qui l'étiquette de déviant a été appliquée avec succès ; le comportement déviant est le comportement que les gens stigmatisent comme tel » (Becker, Outsiders, Métallé, 1985). Voir aussi Erving Goffman « Stigmate : Les usages sociaux des handicaps », Éditions de Minuit, 1975.

Enfin, une décrédibilisation est également ressentie au niveau de leurs actions, que ce soit pour le climat ou dans une optique de solidarité.

- « N: Bah ouai y a beaucoup de gens qui nous prennent pas au sérieux alors qu'on veut juste se faire entendre et surtout qu'on a envie d'un monde meilleur et que ça bouge. »
- « J : mon amie elle a donné 5€ à un SDF et moi par exemple ma mère elle a réagi « ouais 5€ euh », fin c'est plus qu'ils disent que si tu donnes trop aux gens, que tu les aides trop, après c'est toi qui n'a plus rien. Fin en fait ma famille n'est pas fière que je sois comme ça, que je pense aux autres, etc. ils sont plus en mode « si toi tu penses trop aux autres, toi t'auras plus rien, t'es bête de penser comme ça, genre garde pour toi d'abord et quand tu seras bien tu peux aider les autres ». (...) Et pour ça je trouve qu'on est pas assez reconnaissant que les jeunes soient comme ça alors que c'est bien. »

Nous retrouvons les mêmes conclusions dans l'enquête "Génération quoi ?" qui montre que 56% des répondants considèrent qu'on ne permet pas aux jeunes de montrer de quoi ils sont réellement capables et qu'on les met tous « dans le même sac ».

- « J : (...) Aussi les gens qui mettent tous les jeunes dans le même panneau, « les jeunes il y a plus de respect, plus de dignité. (...) En fait je trouve que chez les jeunes c'est vraiment divisé en deux, c'est le jeune qui va être justement dans ce truc où il est pas respectueux, etc., mais il y aura aussi le jeune qui est opposé à lui qui va être super respectueux, qui va vouloir être quelqu'un de bien dans le monde, fin je sais pas comment expliquer. Et ça se fait beaucoup plus l'écart j'ai l'impression, il y a ce groupe-là et ce groupe-là quoi et ils mettent tous les jeunes dans le même panier alors qu'on n'est pas tous comme ça quoi. »
- « S : Moi ce qui me dérange énormément c'est quand on dit que les jeunes sont méchants. »

Pourtant, nous voyons à travers ces focus groups que beaucoup de jeunes cherchent à être reconnus comme personne à part entière et capables de changer les choses.

*ii. Les services d'aide*

En tant que service d'aide, il nous semblait essentiel de savoir si les jeunes connaissaient ces services, s'ils les trouvaient accessibles, utiles, nécessaires, savoir ce qui les aiderait à s'y rendre plus fréquemment ou facilement ou encore récolter des témoignages sur les différentes expériences qu'ils ont eues au contact de certains de ces services. Il nous semble en effet important que les services d'aide, dans leur globalité, puissent savoir comment agir ou être plus présents pour les jeunes. Nous réalisons en effet, à travers les propos recueillis, que, si les aides sont bien exécutées, elles peuvent réellement avoir un impact réparateur et positif sur le jeune, et, au contraire, que si ces services entraînent de mauvaises expériences, cela peut avoir comme conséquences le refus du jeune de s'y rendre à nouveau, un renfermement sur soi-même ou une aggravation de ses problèmes.

Quelques jeunes expriment le besoin de connaître l'équipe ou d'avoir confiance en elle afin de se rendre dans le service et d'exposer ses problèmes ou questionnements. D'autres expriment également leur difficulté à demander de l'aide.

- « L : Je sais pas pourquoi, mais ça me dit pas de faire toutes les démarches pour y aller, etc. Il y a un blocage, mais je sais pas trop quoi. (...) Je me vois pas aller me confier à quelqu'un que je connais pas pour un problème qui est hyper sensible ou quelque chose comme ça fin c'est compliqué de faire confiance à quelqu'un quoi. »
- « À : c'est un plus un stress de devoir demander de l'aide parce que généralement je suis une personne qui ne demande pas d'aide et quand on me dit « tu peux trouver de l'aide quelque part, quelqu'un pourra t'aider », j'ai du mal à quand même aller demander. »
- « S : Genre si jamais j'ai des problèmes dans ma vie, je vais d'office me tourner vers l'AMO en fait, parce que moi pour parler j'ai besoin, j'aime bien connaître les gens. Et du coup vu que je connais presque toute l'équipe, j'irais plus vers l'AMO en fait, voilà. »

Une autre difficulté rencontrée est le fait que certains jeunes ne se sentent pas légitimes de se rendre dans ce genre de service, car ils sous-estiment leurs problèmes. Une jeune exprime en effet que, souvent, on présente des services en expliquant leur utilité pour des situations 'graves', comme le harcèlement par exemple. Dès lors, il se peut que

les jeunes considèrent qu'en se rendant dans un service pour un problème qu'ils considèrent comme plus 'minime', ils pourraient être rejetés.

- « O : (...) le fait de pas se sentir légitime d'y aller, en mode ça sert à ça, mais moi la raison pour laquelle j'y vais elle est minime, elle est ridicule, je peux m'en passer quoi. (...) si on t'a parlé de quelque chose et qu'on t'a dit qu'ils gèrent des problèmes graves, parce que c'est ça hein au final, bah forcément on a pas tous des problèmes graves dans nos vies et même des fois on a des petits problèmes et du coup on va se dire bah fin on va pas y penser parce que notre cerveau ne va pas forcément faire le lien avec notre petit problème et le service en question. »

D'autres recherches montrent également qu'une partie des jeunes a du mal à se rendre dans des services d'aide. Par exemple, en ce qui concerne les services d'aide à l'**insertion**, les répondants de l'enquête de Vultur (2009) expliquent ne pas se tourner régulièrement vers ces services, car ils considèrent que ces derniers ne vont pas les aider ou ne leur sont pas destinés. On apprend plus loin, qu'en réalité, certains jeunes perçoivent « les mesures d'aide à l'insertion comme des mécanismes entravant leur liberté d'agir » (Vultur, 2009, p.62). Vultur explique en effet que « pour eux, la conformité aux normes édictées par les programmes institutionnalisés est un indicateur du succès de l'autorité, parce que le devoir-faire apparaît comme le message prioritaire de ces institutions » (2009, p.62) et reprend les paroles d'un jeune : « *Le type de l'organisme où j'allais me téléphonait chaque jour chez moi pour voir si j'ai fait telle ou telle chose, si j'ai contacté telle ou telle entreprise, si j'ai envoyé mon CV dans les endroits qu'il m'a indiqués. Il me disait que je dois me conformer à ce que nous avons établi ensemble. Moi j'avais besoin de parler, non pas de me faire dire quoi faire.* » (2009, p.62)

Les jeunes sont assez d'accord sur le fait que ces services sont utiles et essentiels, même si une jeune évoque un manque d'exploitation de certains services, et en propose des pistes de solution.

- « N : Et voilà je trouve que ça aide bien, surtout que des fois il y a des cours [de break] qui sont pas chers du coup c'est plus accessible à tout le monde et voilà moi je trouve ça très bien qu'il y ait ça pour que des jeunes se rencontrent et justement qu'ils se fassent des potes, et tout ça, c'est bien. »
- « O : Bah moi je trouve qu'ils sont utiles, forcément si on me dit « l'état propose de retirer ces services », non. Mais après je pense que, plus au niveau positif du service, donc tout ce qui est maison de jeunes, pour les projets tout ça, j'ai l'impression que c'est pas assez exploité, fin genre j'ai l'impression que ça pourrait attirer beaucoup plus de jeunes et je ne comprends pas pourquoi ça se fait pas. »

- « O : Peut-être des interventions dans les écoles, etc., genre une journée que la Maison des Jeunes organise avec l'école, etc. Comme ça t'es plus lié à ça, les gens tu les connais et t'y retournes quand tu veux. Fin peut-être ça. »

Aussi, deux jeunes filles nous ont tout de même exprimé le fait que les interventions faites dans les écoles ne sont pas toujours judicieusement effectuées.

- « S : Je pense à un exemple où c'était un peu compliqué c'est à l'école tous les deux ans y a des femmes du PMS qui viennent nous parler niveau sexualité et tout, mais elles parlent à toute une classe, fin, je sais pas je trouve que c'est pas utile. Qui va vraiment poser des questions quoi ? Moi personnellement j'ai rien posé comme question parce que d'abord il y avait les mecs avec et ça me gênait, mais c'est même pas qu'il y a les mecs avec, c'est qu'il y a TOUS les autres avec (*rires*), ça va pas ! C'était pas très judicieux je trouve. »
- « J : ouais parce que le planning familial quand il vient en classe il dit « vous savez y a pas de honte », mais il y a toujours un peu de la honte, quand on est petit, allez quoi avec le regard des gens c'est gênant d'aller au PMS. On dit « Ah madame je dois aller au PMS », il y a tout le monde qui te regarde et tout. Fin je sais pas peut-être trouver un autre moyen et pour aider les gens ouais peut-être les profs ils devraient être plus attentifs. »

Parmi ceux ayant déjà été confrontés à des services d'aide, la majorité considère avoir eu une bonne expérience avec ces derniers. Il s'agissait des services/professionnels suivants : AMO, Maison de jeunes, SPJ, psychologue et psychiatre.

Concernant le PMS, deux expériences très différentes en sont ressorties. Alors qu'un jeune considère avoir réellement été aidé, compris et avoir évolué grâce au PMS, deux autres jeunes ne sont pas de cet avis. Le premier explique même que, sans le PMS, il ne serait pas qui il est aujourd'hui et que depuis sa rencontre avec ce service, il se sent beaucoup mieux et s'accepte tel qu'il est.

- « N : (...) je me souviens qu'à l'époque c'était une révélation et je me suis dit « bah ouais, bah ouais » (*sourire*), « c'est juste ça ». Et voilà bah maintenant j'ai plus envie de me faire plein d'amis parce qu'ils sont cools, stylés, ils ont fait des trucs avant moi, des fêtes, ils sont amusants, non moi je cherche plutôt des amis avec qui je m'entends super bien, à qui je peux faire confiance et si je n'avais pas été au PMS je me serais peut-être jamais dit ça et je serais resté un peu plus renfermé que je le suis aujourd'hui. »

Cette expérience s'avère avoir été très différente pour Jade, considérant que le PMS ne lui a pas apporté beaucoup d'aide. De plus, elle considère avoir dû attendre trop longtemps pour obtenir des rendez-vous alors qu'elle avait besoin d'une aide imminente. C'est également le cas de Safia qui s'est à plusieurs reprises retrouvée devant un bureau vide alors qu'elle avait besoin d'être aidée sur le moment même et qu'elle s'y était explicitement rendue durant les heures de permanence. Les deux soulignent donc un manque de disponibilité de la part du service.

- « J : Mais je me souviens que quand j'étais en première secondaire, que j'ai commencé à avoir mes crises d'angoisse et tout ça, j'avais été au PMS et honnêtement j'ai une mauvaise expérience du PMS parce que la madame je la trouvais vachement méchante. (...) elle voyait pas qu'en fait, que c'était pire que ce qu'elle pensait. Par exemple, j'avais des problèmes de violence (...) verbale plutôt ou avec ma famille, etc., et c'était clairement, fin surtout les enfants ils sont violents quand ils ont des problèmes etc. et elle elle me disait..parce que j'avais des problèmes avec l'autorité à l'école. « tu dois pas parler comme ça, etc. », elle était un peu en train de m'engueuler alors que c'était censé être quelqu'un qui m'écoute, etc. qui m'aide et elle était vraiment méchante comme ça. Elle disait « t'as des problèmes avec l'autorité, c'est pas normal, tu dois faire comme tout le monde, écouter » et tout ça. »
- « J : Par exemple au tout début de l'année passée j'ai dû aller au PMS et j'ai dû attendre 10 jours quoi. (...) Fin moi je pouvais plus aller à l'école et on m'avait fait attendre 10 jours pour avoir un rendez-vous, fin ça paraît ouf, mais pour moi je trouvais que c'était longtemps. Psychologiquement j'arrive plus à aller à l'école et t'as le PMS que dans 10 jours et bah non je peux pas venir 10 jours à l'école, je peux plus, je peux plus, voilà en fait. »
- « S : (...) c'est un service qui est à l'école, c'est peut-être le PMS, ils ont peut-être un bureau dans l'école j'en sais rien. Et une fois je voulais y aller pour parler parce que je me sentais vraiment pas bien et genre ils étaient pas là. Et je suis revenue d'autres jours, ils étaient toujours pas là. Du coup j'avais trouvé ça un peu nul de leur part, genre si on a besoin d'eux maintenant et qu'ils sont pas là bah on fait quoi ? (*rires*). Fin voilà ça m'avait un peu agacée parce que j'avais besoin de parler maintenant et ils sont pas là ! »

Il ne s'agit évidemment pas d'accabler qui ce soit, nous ne savons que trop la difficulté des conditions de travail des CPMS. Toutefois, en adoptant le point de vue des jeunes, l'effort entrepris pour passer le seuil d'un service d'aide est tellement important que s'il n'est pas couronné de succès pour des causes indépendantes de sa volonté, devient source de violence. Un peu à l'instar des parcours de combattants qu'on inflige à des personnes pour

obtenir telle ou telle aide. Cela peut correspondre d'une certaine manière à une violence de type « architecturale » ou institutionnelle. L'accessibilité des services est un point que nous développerons dans le dernier chapitre.

### iii. L'entourage :

Il nous semblait important de savoir vers qui les jeunes se tournent en cas de problèmes et également s'ils trouvent une écoute attentive lorsque c'est le cas. Beaucoup expliquent qu'ils se tournent vers leur entourage en cas de difficultés, rejoignant à nouveau le besoin de connaître ou de faire confiance aux personnes à qui l'on se confie. Nathan explique quant à lui que les services d'aide sont parfois plus utiles que la famille et l'entourage, car chaque famille n'est pas apte à aider ou parce que certains sujets ne sont pas abordés dans certaines familles.

- « À : (...) ma famille est ouverte et je sais qu'elle est là pour moi, mais pour certains problèmes je sais que je vais pas aller leur en parler parce qu'ils auront un regard complètement différent sur le problème que mes amis par exemple. Ça dépend vraiment du problème, mais en général je sais que je peux faire confiance aux deux. »
- « L : Moi c'est principalement mes amis. Ma famille, etc. c'est pas vraiment un bon soutien, fin je trouve et du coup à cause de ça j'ai dû voir une psychologue. Elle était plus rabaissante que..fin elle m'aidait pas beaucoup, elle faisait plus de problèmes qu'autre chose. »
- « N : (...) Peut-être qu'on peut aller vers la famille, mais c'est aussi compliqué, comment dire, peut-être qu'il y en a qui ont pas eu le même rapport à la famille, qui ont des parents qui sont un peu plus durs du coup c'est pas facile d'aller leur parler, peut-être des parents un peu plus coincés, pour parler de sexe ou de drogues, c'est aussi plus difficile et du coup on préfère ne rien dire. »

Les ressources familiales sont bien à double tranchant. C'est le premier lieu d'aide, mais c'est aussi un nœud affectif : plaire, crainte de décevoir... l'expérience que les jeunes en font, sert de fondation pour oser parler de problèmes plus importants. Si l'accueil est fermé, si le jeune se fait rabrouer, il va alors se murer dans le silence ou se tourner vers d'autres lieux.



*iv. L'école :*

C'est parce que l'école fait partie intégrante de la vie des jeunes qu'il nous semblait essentiel de nous pencher sur ce sujet, notamment sur la présence de cette dernière en cas de problèmes. Les réponses nous ont très vite menées à la problématique du harcèlement dans la majorité des groupes, sujet que nous aborderons donc juste après ce point-ci.

L'idée selon laquelle les professeurs devraient être plus attentifs à leurs élèves, les conseiller et proposer une écoute attentive est fréquemment revenue lors des différents focus groups, soulignant dès lors une barrière invisible présente entre le corps professoral et les étudiants. Un autre élément mentionné est le fait que l'école propose seulement son aide lorsqu'elle est visible et demandée.

- « J : Moi je trouve que les professeurs ils devraient aussi plus s'intéresser aux élèves et peut-être les conseiller. Conseiller les élèves quand ils remarquent quelque chose, d'aller voir justement, d'aller demander de l'aide ou de les aider à prendre RV, etc. »
- « O : (...) je me dis que dans la classe on a très peu de...genre on a jamais de sondage en mode "comment tu vas ?", du style "comment ça se passe à la maison, quels sont tes conditions d'études à la maison?" C'est des choses qu'on nous demande pas. Du coup moi je me dis que s'il y avait un système (...) de sondage où tu réponds juste en mode "est-ce que tu te sens bien dans ta classe ? Oui- non, pourquoi, etc. ou sur une échelle de 1 à 10 comment tu te sens ? » Et ben ça aiderait peut-être les profs à plus avoir un aspect global sur la classe et ce qui s'y passe réellement (...).

L'école : un monde central. Dans le travail d'adaptation du concept de désaffiliation sociale au monde de la jeunesse, on a vu qu'avec certaines limites – notamment celles liées aux droits associés – l'école pouvait reprendre la fonction du Travail. L'école reprenant ainsi à son compte l'axe de l'intégration (voir schéma supra). C'est donc qu'elle est un élément majeur dans la vie des jeunes : lieu d'éducation, d'apprentissage, de sociabilisation, d'expérience... Les tentatives de limiter l'école à n'être qu'un lieu d'apprentissage correspond à celui de l'entreprise qui se défait de son rôle de formation. Quand le néo-capitalisme tend à rompre les mécanismes de solidarité en individualisation la contractualisation du droit, il faut éviter évidemment que l'école ne verse dans cette manière de voir et de faire. L'intégration a ses multiples composantes et toutes doivent être présentes. On peut questionner les objectifs du Pacte d'excellence de la FWB quant aux finalités recherchées. On peut questionner le nouveau calendrier scolaire qui veut le

bien-être des élèves tout en omettant que ce sont d'abord des enfants (cela convient aussi au binôme « étudiant/jeune ») et qu'à ce titre il est questionnant que le rythme scolaire prévale absolument sur les autres dimensions de l'enfant. C'est également une violence que d'amener les enfants à ne se considérer que comme élève et subsidiairement comme faisant partie de la plus large catégorie des enfants. Le chapitre sur l'école pourrait être infiniment plus long, mais dépasse le cadre de cette étude. Pour le terminer – en partie – reprenons le message de Bidar et Meirieu : « C'est à la société tout entière et à l'école en particulier, de prendre la mesure du vide qui habite une grande partie de notre jeunesse, des séductions et tentations qui la menacent et de l'impératif de lui offrir autre chose à quoi se dévouer que la consommation compulsive, l'arrivisme individualiste, le refuge dans des mysticismes de pacotille ou le *djihad*. Pour cela l'École et tous les acteurs de l'éducation peuvent encore agir, en faisant de la capacité à 'penser par soi-même' et à 'construire du commun' ses finalités fondatrices et non plus seulement idéales ou affichées, mais objets d'un effort, d'un engagement, d'une incarnation vivante au quotidien »<sup>22</sup>. On est loin du benchmarking des enquêtes Pisa qui ne font que dissoudre le sens et mettre la pression tant sur les élèves que sur le corps enseignant.

De nombreux autres éléments de réponses concernent l'école et sa présence en cas de problèmes, mais plus spécifiquement à propos du harcèlement. Nous allons donc aborder la suite de ces propos dans le point ci-dessous.

#### v. *Le harcèlement*

Le harcèlement est un sujet qui nous semblait important d'aborder étant donné sa présence, malheureusement très fréquente, dans les écoles ou sur les réseaux sociaux. Le sujet a parfois été spontanément abordé par les jeunes présents dans les focus groups, sans que nous ne posions spécifiquement de questions sur cette problématique. Cela montre que les jeunes ont conscience, malgré certaines réponses allant dans le sens contraire, que le harcèlement est quelque chose qui existe, surtout dans les écoles et que c'est également un sujet qui les touche et les choque, notamment lorsque nous abordons les chiffres relevés dans le premier questionnaire ayant été diffusé. Les recherches dans la littérature ou des enquêtes précédentes relèvent que ces dernières lient de manière presque unanime les micro-violences aux violences scolaires.

Deux jeunes sur les six ne sont pas étonnés par les chiffres, car ils considèrent que c'est quelque chose de très fréquent à l'adolescence, notamment par le fait que c'est une période où l'on se cherche soi-même et cherche notamment à montrer sa supériorité. Une des manières de faire est alors le rabaissement de quelqu'un d'autre. Cependant, s'ils ne sont pas étonnés par les chiffres, ils considèrent tout de même que le harcèlement est quelque chose de peu visible, tout comme tous les autres jeunes interrogés. Il s'agit

---

<sup>22</sup> Abdennour Bidar et Philippe Meirieu, « De l'Éducation » in « Relions-nous ! La constitution des liens L'an1 », Les liens qui libèrent, Juin 2021, p83.

d'ailleurs de la raison principale pour laquelle tous les autres sont étonnés par les chiffres : le harcèlement est, à leurs yeux, quelque chose de rare et peu fréquent, dont on parle peu et que l'on voit également peu, même si c'est un proche ou quelqu'un de la classe qui le subit.

- « N : Pfff bha euh, comment dire bha moi ça m'étonne pas (...) c'est une phase ou on essaie de chercher et peut être qu'il y a des personnes qui se disent que c'est en rabaisant l'autre, en l'humiliant que on se fait bien voir des autres et qu'on montre qu'on est supérieur. »
- « À : l'école, ça m'interpelle toutefois plus. Quand j'étais en deuxième secondaire, il y a eu un cas de harcèlement dans ma classe et je n'ai rien vu ni entendu par rapport à ça. C'est seulement un jour où la professeure a rassemblé les filles de la classe pour nous parler de ce qu'il se passait. C'est là que j'ai appris que plusieurs filles de la classe se faisaient harceler. Ça m'interpelle vraiment, car je suis en quelque sorte passé à côté de tout cela sans m'en rendre compte. »
- « S : ça me surprend un peu parce qu'on m'en parle pas beaucoup, du coup je pensais que c'était un cas un peu rare, mais maintenant que tu dis qu'il y a un grand nombre qui s'est déjà fait maltraité ça m'étonne un peu. »

La question des raisons du harcèlement recouvre deux réponses principales et partagées par la majorité des jeunes. La raison la plus citée est le fait que l'harceleur est en fait lui-même mal dans sa peau et que la personne harcelée apparaît comme objet du déversement de la rage. Cela permet également de contrer les problèmes en affirmant sa supériorité et en étant ainsi reconnu en tant que personne à part entière. Une jeune explique qu'elle a elle-même été harceleuse en étant plus jeune, car elle vivait des problèmes familiaux et que le harcèlement lui servait en quelque sorte de punching-ball. En découle aussi l'idée d'aider à gagner de la confiance en soi, tant recherchée lors de cette période.

- « O : Mais je pense que n'importe qui, on a besoin de l'approbation des autres pour avancer aussi ... et genre de savoir qu'on est respecté et qu'on est pas juste, fin voilà et que peut être pour certaine personne, bha la raquette tout ça, ça leur permet de obtenir cette approbation et cette confiance en eux qui cherchent . »
- « N : Et pour moi c'est ce que j'ai dit tout à l'heure c'est qu'il faut aussi se mettre à la place du harceleur, pourquoi il fait ça et moi ce que je pense c'est qu'il veut juste montrer, enfin "il veut juste" restons raisonnable, mais heu

c'est juste que quand quelqu'un va harceler quelqu'un d'autre c'est juste qu'il veut montrer sa supériorité en tout cas pour moi, je.. il y a peut-être d'autres raisons, peut être des raisons plus graves ou moins graves, mais pour moi c'est surtout ça c'est qu'il a envie de montrer que c'est lui le patron et que du coup il veut se faire connaître. »

La deuxième raison la plus citée est la catégorisation subie par les adolescents. En effet, les jeunes sont très vite catégorisés en fonction des choses qu'ils font ou ne font pas. C'est-à-dire qu'une scission s'établit de manière implicite entre les "nuls" et les "pas nuls" comme le dit une jeune dans les témoignages ci-dessous. Ces critères sont établis en fonction des choses faites avant un certain âge (notamment la consommation d'alcool, le sexe et la participation à des fêtes), mais également selon des critères physiques, des critères intellectuels (les meilleurs élèves sont considérés comme moins cools que les autres) ou selon les fréquentations des uns et des autres. Apparaissent alors deux grands groupes, les "coincés" ou "nuls" et les "cools" ou "populaires" qui se moquent ou catégorisent les "nuls".

- J : Bah euh je pense qu'il y a le critère physique déjà. Si quelqu'un va être un peu, fin par exemple y a deux ans dans ma classe il y avait un garçon qui était un peu gros, qui avait les cheveux gras, bah lui c'était un nul directement. Alors qu'il avait de l'argent, etc., mais c'était un nul. Sinon ceux qui ont pas forcément de l'argent bah c'est aussi des nuls, y avait aussi un autiste dans ma classe, bah il a été mis dans les nuls directement. Puis les cools bah c'est ceux qui se moquent des autres en fait. Les garçons cools, y en avait  $\frac{3}{4}$ , bah ils faisaient que se moquer des autres gens en fait, constamment, constamment. Et les filles qui sont là en mode « ahaha » qui trouvent ça drôle, elles sont là, elles les suivent parce qu'ils sont beaux, parce que voilà ils sont cools, parce qu'aussi ils avaient doublé donc ils étaient plus âgés, fin voilà les filles étaient un peu derrière eux et du coup ils se sentaient encore mieux quoi.

Une seule jeune ayant participé au Focus-Group ne comprend pas les motivations du harcèlement et n'en trouve aucune raison apparente, si ce n'est la méchanceté gratuite et le besoin d'avoir un bouc émissaire.

- « S : (...) Mais le pire c'est que c'est souvent ça, fin je pense, il y a pas de raisons apparentes. C'est juste « ouais voilà, t'es notre bouc émissaire maintenant », fin je trouve c'est pas trop compréhensible

Le fait que beaucoup d'adolescents de nos Focus-Group expliquent le harcèlement par une souffrance de la part de l'harcéleur lui-même montre que le jeune agit généralement à la suite de problèmes qui dépassent le niveau individuel. Il est donc essentiel de replacer cette problématique des violences scolaires dans un ensemble beaucoup plus large, car identifier ces dernières « au seul comportement des élèves en ignore la dimension inter-relationnelle et sociale, parce que cela décontextualise les faits, pour se centrer sur un seul type de comportement. » (de Saint Martin, 2012, p.124)

D'une certaine manière, à écouter les jeunes, on se trouve en face d'un mode de reproduction de la violence : je suis violenté et je me décharge de cette violence en violentant un plus *faible*. Nous n'entrerons pas plus loin dans la compréhension du phénomène qui appartient, lui, à celui des violences visibles et condamnables, mais c'est bien cette violence que redoute la mécanique de la reproduction de la violence. En travaillant au bien-être à l'école, on vise à ce que la violence institutionnelle ou relationnelle, invisible et peu répréhensible, ne se traduise pour celui qui la subit en violence contre lui-même (décrochage voire mutilation, tentative de suicide ou suicide) contre les objets (mettre le feu à l'école par exemple) ou contre les autres (le harcèlement par exemple). N'oublions pas d'autres dimensions que soulèvent les jeunes et qui relèvent du rôle (déjà abordé) ou de la mise en scène<sup>23</sup>.

Terminons aussi en rappelant que ce type de recherche nous permet de redéfinir les finalités de notre travail. La lutte contre le décrochage scolaire ou contre le harcèlement, n'ont pas pour finalité le « bien-être de l'institution scolaire » ou la récupération des jeunes pour les réintégrer en son sein au bénéfice d'un ordre moral ou public, mais bien d'éviter aux jeunes de perdre sur l'axe de l'intégration ce qui les ferait perdre sur l'axe de l'insertion et pour finir, entrer dans une zone de vulnérabilité avant de se perdre dans des processus de désaffiliation. Cela donne une tout autre finalité et donc un autre statut au jeune qui se voit, ici, considéré comme un sujet de droit.

Reste la question de voir comment les jeunes ont perçu la réaction de l'école. Comme mentionné précédemment, la majorité des jeunes rencontrés considère que l'aide est possible seulement si elle est demandée par la personne harcelée et ainsi visible auprès des professeurs et de l'école. Ces jeunes considèrent que les professeurs ne peuvent pas tout voir, notamment car la relation prof-élève induit déjà une distance hiérarchique, mais également parce que les professeurs ne peuvent pas avoir des oreilles partout et connaître la vie de tous leurs élèves.

---

<sup>23</sup> Voir les 2 tomes de « La mise en scène de la vie quotidienne » d'Erving Goffman, parus aux Éditions de Minuits en 1973.

- *« A : En fait, ce n'est pas un manque de soutien. C'est plus que les personnes qui sont là pour nous soutenir ne le voient pas spécialement. »*
- *« L : C'est triste à dire, mais les éducateurs et les profs ne peuvent pas toujours suivre tous les élèves régulièrement. C'est à la personne harcelée d'en parler à un proche. Sinon, on ne peut pas y remédier. Je ne pense pas vraiment qu'il y ait des choses à faire. C'est déjà un grand pas que l'on soit accompagné. J'ai l'impression que maintenant, les éducateurs sont plus là (qu'avant). C'est déjà un grand pas. Plus loin, disons que ça deviendrait une atteinte à la vie privée. »*

Certains ne comprennent cependant pas que les professeurs ne voient rien, surtout quand il s'agit d'harcèlement par une classe entière. Quelques-uns considèrent que des choses devraient cependant être mises en place pour que les professeurs aient une plus grande visibilité de cas de harcèlement, que ce soit par l'intensification de dispositifs de surveillance ou par davantage d'intérêt pour les élèves, notamment par le biais de questionnaires qui permettraient de savoir comment chacun se sent dans la classe. Cela renvoie au désir de certains jeunes de modifier les relations professeurs-élèves en étant davantage soutenus et conseillés par ces adultes qu'ils fréquentent au quotidien.

- *« O : En vrai, du coup je viens d'avoir l'idée, mais je me dis que dans la classe on a très peu de genre on a jamais de sondage en mode "comment tu vas" du style "comment ça se passe à la maison, quels sont tes conditions d'études à la maison?" C'est des choses qu'on nous demande pas" du coup moi je me dis que s'il y avait un système en place, mais par système de sondage ou tu réponds juste en mode "est-ce que tu te sens bien dans ta classe oui- non, pourquoi, etc. ou sur une échelle de 1 à 10 comment tu te sens. Et ben ça aiderait peut-être les profs à plus avoir un aspect global sur la classe et ce qui s'y passe réellement (...). »*

Une des jeunes explique que, même en cas de connaissance d'une situation de harcèlement, les professeurs et la direction ont directement baissé les bras et n'ont rien fait alors que la situation a perduré pendant des années. Cela pose réellement question quant aux choses qui sont mises en place par les établissements scolaires, notamment lorsque l'on sait à quel point ces derniers rencontrent en leur sein des cas de harcèlement ou violences, verbales ou physiques, entre jeunes.

- *« L : je trouve que la direction elle a vraiment fermé les yeux sur ça parce que c'est vrai que ça a duré quelques années, fin ils ont parlé de ça que trois fois, la première année et après ils ont laissé tomber parce qu'ils ont bien vu que ça changeait pas. »*

Certains jeunes considèrent, de manière interpellante, que l'école est un lieu propice à la violence, principalement dû à la présence accrue du harcèlement au sein de cette structure, comme cela a déjà été cité précédemment. Une jeune va même jusqu'à considérer que c'est impossible qu'il n'y ait aucun cas de harcèlement dans école et que ce sera d'ailleurs toujours le cas, car cela est fréquent dans les lieux où les personnes ont le même âge.

La plupart des autres jeunes considèrent que la nuit est un endroit propice à la violence qu'il faut dès lors éviter. D'autres mentionnent des lieux mal famés, des soirées ou encore des lieux où l'on sent que l'on dénote, car tout le monde se connaît et que l'on se sent jugé.

Ces réponses montrent finalement que l'école est questionnée quant à sa présence en cas de problèmes, mais jamais quant à sa responsabilité face à l'émergence de ces derniers. Le but n'est pas ici de pointer les écoles du doigt et de les rendre coupables de ces violences, mais de conscientiser sur la nécessité d'envisager les violences scolaires « dans leur globalité (acteurs, victimes, contexte), et non du seul point de vue des victimes. Questionner les violences scolaires oblige donc d'abord à questionner l'institution, avant les individus. » (de Saint Martin, 2012, p.126).

#### *vi. Recherche de place et intégration dans les réseaux*

Dans la lignée des réponses précédentes, faire partie d'un groupe paraît important afin d'être accepté et de faire partie des gens considérés comme "cools". Beaucoup avouent dès lors avoir déjà délaissé une personne pour faire partie d'un groupe dans lequel cette dernière n'était pas appréciée ou incompatible. La catégorisation dont sont victimes les jeunes revient à nouveau sur le tapis.

- S : (...) Je sais pas, en fait, je voulais à tout prix rester avec le groupe c'est pour ça que je me suis dit, bon une fille dehors c'est pas trop grave. »
- « O : et je l'ai laissé sur le côté parce qu'à ce moment-là je voulais vraiment être populaire, etc., je voulais me faire plein plein d'amis. »
- « J : J'avais une amie, « ma meilleure amie », et je l'ai laissé sur le côté parce qu'à ce moment-là je voulais vraiment être populaire, etc., je voulais me faire plein plein d'amis donc je suis rentrée dans un groupe (...) »

Parfois, le rejet de quelqu'un s'appuie sur un manque, un non fait, non agi.

- « N : peut-être la différence culturelle de la personne (...). Après il y a peut-être aussi des choses comme le jugement, on a dit que « ah tiens toi t'es comme ça, toi t'as fait ci, toi t'es comme ça », peut-être que c'est vrai peut-être que c'est faux et peut-être que comme tout le monde trouve ça bizarre d'avoir fait, je sais pas,...je cherche un exemple, mais...euh peut-être que c'est bizarre de toujours pas avoir embrassé une fille quand t'as 14 ans alors tout le monde va se dire « ah bah ouais c'est bizarre, moi j'ai pas envie d'être associé à lui c'est pas normal du coup je vais le rejeter ».

Seule une jeune dit ne jamais avoir fait cela, car c'est quelque chose de mal vu. Selon elle, une raison possible est alors le fait d'avoir besoin de changement et ainsi de vivre de nouvelles expériences. Il s'agit donc pour elle de raisons sociales.

- « L : Bah c'est peut-être un peu hypocrite. fin pas hypocrite, mais malhonnête vis-à-vis de la société et des normes, etc. de laisser quelqu'un pour une autre personne. Je pense que si la personne fait ça pour aller dans le groupe c'est qu'elle a besoin de changement ou je sais pas de faire des expériences de la vie, ou je sais pas, peut-être un truc social. »

Concernant le fait de mentir pour intégrer un groupe, un jeune dit l'avoir déjà fait, car il considérait que sa personnalité était inintéressante et qu'il devait dès lors mentir pour correspondre aux autres, paraître cool, et ainsi être accepté dans un groupe.

- « N : j'ai essayé de me faire des amis, j'étais un petit peu seul, du coup pour me faire des amis je me suis dit « faut que je sois intéressant et comme je suis pas intéressant je vais mentir et là tout le monde va dire 'il est cool Nathan, on va s'amuser avec lui, on va pouvoir discuter avec lui c'est bien. »

Finalement, toutes ces réponses renvoient à nouveau aux catégories instituées en fonction du comportement de chacun et ainsi à la volonté de faire partie du groupe des "cools". Nous nous étonnons également du désir fréquent de paraître comme quelqu'un d'intéressant aux yeux des autres et nous inquiétons du risque de se sentir inintéressant en fonction des actions posées ou non.

Tous ont répondu qu'il s'agissait de quelque chose de complexe, principalement car s'imposer et s'intégrer dans un grand groupe n'est pas évident, surtout quand certains possèdent un naturel social que d'autres n'ont pas, se renfermant ainsi sur eux-mêmes. Ensuite, la complexité de trouver sa place dans une classe découle de l'idée précédente selon laquelle il existe une catégorisation et scission entre les "nuls" et les "pas nuls".

- (...) j'ai l'impression qu'il y a des gens pour qui c'est tout facile, qui ont un naturel social énorme, qui parle à tout le monde et chez qui ça a l'air super simple alors



que moi de temps en temps c'est pas ça et des fois si je me force pas un peu je vais pas vers les gens et je me renferme un peu moi-même. »

- « J : Moi je trouve que c'est compliqué de rentrer dans la classe tout ça parce que déjà fin c'est comme ça partout quoi, il y a les entre guillemets, fin c'est pas moi qui pense ça c'est à l'école, c'est les nuls et les pas nuls quoi, les cools, et du coup bah les cools, pour rester cools, bah ils se moquent des nuls. Et donc quand tu es au milieu, comme moi par exemple, et que je défends les nuls bah on va me mettre avec eux alors. »
- « S : Moi trouver ma place dans une classe c'est un peu compliqué. Dans un groupe pas de problème, mais dans une classe c'est plus compliqué. Quand je dis groupe je dis groupe de potes, c'est pas compliqué. Mais groupe de classe j'aimerais bien, mais c'est pas mon truc. (...). Moi j'aime bien les petits groupes, le plus grand groupe que j'ai on est un groupe de 8 et une classe de 28 ça change quoi. »

#### vii. *Les jeunes dans l'espace public*

La plupart des jeunes n'avaient pas d'avis ou ne considéraient pas que les jeunes étaient mal vus ou non acceptés dans certains lieux publics. Une seule jeune a mentionné le fait que selon les apparences de quelqu'un ("racaille", venant, en apparence, d'un milieu populaire ou défavorisé) cette dernière peut être mal vue ou victimes de critiques et stéréotypes de la part d'adultes. Une autre jeune considère que, si elle se sent mal à l'aise dans un restaurant, c'est plus par son propre manque d'expérience/habitude dans ce genre de structures que par la non-acceptation des autres personnes les fréquentant.

- « L : Si tu viens d'un milieu plus défavorisé ou populaire. Si t'habites dans un quartier de « racaille » ou quoi, c'est sûr que les personnes plus âgées risquent de juger et dire des choses. »
- « N : Après, si quelqu'un me dit de partir parce que je suis pas bien habillé, euh, bah non (*rire*) je suis bien habillé comme ça laisse-moi tranquille. »
- « O : (...) après de manière générale quand t'es jeune et que tu vas au resto bah forcément on te regarde bizarrement, mais après c'est normal parce que tu vas pas forcément au resto du coup là ça va. Fin ça va, forcément tu fais tache, mais t'es pas rejeté parce que voilà quoi t'es un grand groupe. (...) Du coup c'est peut-être juste nous qui sommes moins

à l'aise parce que forcément c'est pas des habitudes, etc. voilà. Mais sinon oui non j'ai jamais vraiment eu l'impression de faire tache, etc. »

Faire tache : l'expression est à la fois lourde de sens et à la fois énoncée avec beaucoup de détachement. Pourtant, « faire tache » indique non seulement qu'on ne correspond pas au lieu dans lequel on se trouve, qu'il y a comme une sorte de dissonance (la fausse note pour reprendre l'expression de Goffman<sup>24</sup>), mais en plus qu'on fait « saleté ». C'est très dénigrant et donc violent. Cela renvoie à l'intégration des stigmates comme discuté plus haut.

Par ailleurs, il est très intéressant de voir que les jeunes n'identifient pas cela comme étant une violence. C'est « normal ». À voir si effectivement un champ d'investigation qui n'a pas de raison d'être où si la violence est tellement invisibilisée qu'elle ne vient même plus à la conscience. Nous n'avons aucun élément pour trancher.

Dans l'ensemble, les jeunes interrogés considèrent avoir assez d'espaces ou d'endroits pour se retrouver dans la ville. Seule une jeune considère qu'il n'y a pas énormément d'espaces à part les parcs.

- « N : Mais je trouve que dans la ville en général, il y a plein d'endroits où tu peux aller, le centre, moi j'aime bien, j'ai le parc du Paradis juste à côté, j'ai la maison de jeunes, j'ai le Skatepark près du MaxiToys et tout ça, j'aime bien ce parc aussi parce que je croise beaucoup de jeunes. »
- « L : Il y a le parc de Braine-l'Alleud, mais avec mes amis on se retrouve souvent près des plaines de jeux, car il y a des bancs. C'est vrai que quand il y a des enfants dans la plaine de jeux, ce n'est pas le top, mais bon. On peut aussi se retrouver chez une personne. Sinon c'est vrai qu'il n'y a pas trop trop d'endroits. Après, je ne sais pas trop ce qu'il pourrait y avoir d'autre à part des parcs. »

Il n'y a donc pas d'indications quant à d'éventuels effets de surveillance ou de violences « architecturales ». Leur absence n'indique pas qu'il n'y en a pas, mais seulement que le sujet n'est pas prégnant dans la réalité des jeunes interrogés.

Certains jeunes considèrent, de manière interpellante, que l'école est un lieu propice à la violence, principalement dû à la présence accrue du harcèlement au sein de cette structure, comme cela a déjà été cité précédemment. Une jeune va même jusqu'à considérer que c'est impossible qu'il n'y ait aucun cas de harcèlement dans école et que ce

---

<sup>24</sup> Ibid, Mise en scène de la vie quotidienne.

sera d'ailleurs toujours le cas, car cela est fréquent dans les lieux où les personnes ont le même âge.

La plupart des autres jeunes considèrent que la nuit est un endroit propice à la violence qu'il faut dès lors éviter. D'autres mentionnent des lieux mal famés, des soirées ou encore des lieux où l'on sent que l'on dénote, car tout le monde se connaît et que l'on se sent jugé.

- « L : l'école hein, d'office. Dans une école, c'est impossible qu'il n'y ait pas d'harcèlement. Il y a toujours au moins une personne qui se fait harceler, c'est toujours le cas. À mon avis, ça ne changera jamais. C'est triste, mais c'est comme ça. Le harcèlement arrive surtout dans les lieux où les gens ont le même âge. »
- « S : (...)fin faut pas trop être dehors quand il fait noir parce que quand il fait noir je pense que c'est surtout à ce moment-là que ça devient un peu dangereux, pour les filles comme disait Jade. Fin je pense qu'il faut éviter de se retrouver seul la nuit. Surtout si jamais on tombe sur un grand groupe, l'effet de groupe peut leur faire faire des choses pas cools, fin agresser, harceler et compagnie.
- « O : Les endroits où tu te sens pas à ta place en fait. T'as l'impression d'être étrangère, etc. Genre où c'est plein de gens que tu connais pas, qui te regardent mal, après c'est peut-être que des fois on se fait des films. »

#### viii. *L'avenir, le covid et les jeunes*

Si tous sont confiants par rapport à leur avenir professionnel, tous sont également pessimistes par rapport à l'avenir de la planète et de la société. Les seules inquiétudes concernant leur propre avenir résident non pas dans le fait de trouver un boulot, mais dans le fait d'être épanoui ou d'être entouré d'amis et d'un certain réseau social.

- « L : *Moi je suis plutôt confiante parce que je veux dire, c'est vrai qu'il y a une sorte de trou noir, je sais pas où je vais tomber, mais généralement je suis une personne qui est assez prudente sur les décisions (...) je vais toujours avoir un plan B à côté et ça me rassure* »
- « N : *Après ça dépend parce que c'est très flou, instable. On sait jamais vraiment ce qu'il va se passer à l'avenir. Du coup c'est à la fois excitant parce qu'on se dit « ah ouais je vais essayer ça, faire ça, etc. », et en*

*même temps tu te dis ouais si ça marche pas, s'il se passe quelque chose. Du coup comme l'avait dit au début Odil c'est à la fois excitant et à la fois ça fait peur. Du coup moi je suis plus dans l'optique, je fais mes choses et s'il y a un problème j'aurai des gens sur qui compter et je verrai bien où ça va me mener. Du coup je partirais plus sur le fait de lâcher prise et on verra ce que ça donne, avec bien sûr, on reste avec un petit bagage de sécurité, avec des gens qui sont derrière toi au cas où il y aurait un problème. »*

- *« O : (...) Fin j'ai de la chance d'être une bonne élève, fin ce qu'on appelle une bonne élève du coup, fin quelqu'un qui réussit bien à l'école et qui est bien dans le système, du coup au niveau de tout ce qui est métier, etc. j'ai les capacités pour. (...) là où je suis moins confiante, c'est au niveau de mon épanouissement personnel on va dire. Genre comment est-ce que moi je serai heureuse, comment moi je vivrai ? Est-ce que j'aurai fait des trucs de ouf ou au final pas vraiment. Et au niveau de l'avenir de la société euh c'est horrible à dire, mais je suis ultra pessimiste, du coup voilà. »*
- *« J : Moi au niveau de mon avenir aussi, je me sens, je me dis que ça va aller, mais après au niveau du monde bah non (rires) fin je me dis, je sais pas comment expliquer, j'ai l'impression que (...) d'un côté il y a les jeunes qui sont à fond, allez qui vont être pour la planète, qui vont faire des choses bien (...) et puis il y a les jeunes justement qui, (...) fin je sais pas comment expliquer, quand je regarde dans mon école, au collège il y a plein de gens qui prennent de la drogue, etc. et je me dis que, à l'institut par exemple, et même au collège il y a plein de doubleurs, etc. (...) il y en a plein qui arrêtent l'école ou qui travaillent pas bien et tout ça et je veux dire allez fin allez je sais pas comment expliquer, l'écart est vraiment fait et du coup il y a les gens qui vont faire du bien pour la planète et puis il y a les gens comme ça et après ils font de la peine parce que c'est pas leur faute s'ils sont comme ça(...)/ Et comme faire du mal ça fait plus à la planète que ça fait du bien..fin le bien sait pas rattraper tout le mal, je sais pas comment expliquer et tout, mais fin voilà quoi. Moi je suis pas très..Surtout que les gens sont de plus en plus égoïstes, y en a plein et eux ils s'en foutent de la planète hein, ils s'en foutent des autres, ils pensent qu'à eux quoi. »*

Si nous reprenons, en guise de comparaison, les résultats de l'enquête "Génération quoi ?", nous voyons que les réponses sont plutôt similaires, que ce soit celles des Focus-Group ou du questionnaire. En effet, dans l'enquête, 52% des répondants sont

plutôt optimistes et 8% très optimistes. Si ces résultats sont relativement positifs, notons tout de même que 34% ont répondu qu'ils étaient plutôt pessimistes. Lorsque la question est tournée autrement, les réponses sont cependant plus inquiétantes. En effet, 48% des jeunes considèrent que leur avenir sera pire que celui de leurs parents et, plus loin, 56% d'entre eux pensent que l'avenir de leurs propres enfants sera pire que le leur. Cela montre donc une perte de confiance en l'avenir liée à l'évolution de la société qui apparaît, pour la plus grande partie d'entre eux, comme de pire en pire, ou en tout cas de moins en moins à même de procurer un avenir stable et heureux aux générations à venir. Ce sont des réponses qui peuvent être liées à celles des Focus-Group, où l'on remarque le grand pessimisme des adolescents face à l'avenir de la société.

L'écoanxiété : voici un néologisme qui fait tache d'huile... Au-delà même des questions écologiques, c'est l'avenir même du bonheur qui paraît compromis. Certains jeunes considèrent qu'ils n'y auront plus accès. Il était entendu depuis longtemps que la génération n+1 avait un niveau de vie supérieur à la génération n. Les jeunes, après les experts et les adultes, se mettent à penser qu'effectivement se sera plus difficile pour eux que pour leurs parents. C'est assez terrifiant de se voir ainsi projeté, hors de son gré, dans une trajectoire descendante. On a, en tant qu'adulte, difficile de comprendre ce que cela fait de d'être confronté à un tel avenir sombre que les médias ne cessent de reprendre dans une sorte de thanaturgie<sup>25</sup>.

Sans vouloir revenir aux considérations de Lyotard à propos de la fin des grands récits<sup>26</sup>, que certains trouvent trop occidentocentrés, il est certain qu'il n'y a plus, dans notre société, de récit auquel le jeune peut adhérer (hormis les *mysticismes de pacotille* chers à Bidar et Meirieu) et que l'alternative revient à la harassante injonction « devenir soi »<sup>27</sup>.

## ix. *La crise sanitaire (pandémie Covid)*

Difficile de ne pas aborder cette thématique qui s'est imposée entre l'enquête et les Focus Groups. Une jeune dit être confiante, car considère que cela sera bientôt fini et que cela restera seulement un mauvais souvenir alors que deux autres jeunes pensent que nous ne sommes pas encore sortis de cette crise et que le Covid empêche toute projection dans l'avenir, ce qui crée de nombreuses incertitudes.

- « À : quand on nous parle de l'avenir, je pense à 5 ans, 10 ans, plus tard alors que dans la situation actuelle on ne sait pas regarder plus loin que

<sup>25</sup> Voir l'introduction du livre de Michel Serre : « Statues, le second livre des fondations », Flammarion, collection Champs Essais, réédité en 2014.

<sup>26</sup> J.-F. Lyotard « La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir » Éditions de Minuit, 1979.

<sup>27</sup> Alain Ehrenberg « La fatigue d'être soi », Odile Jacob, 2000.

ça, regarder plus loin que 1 an ou 2 ans. À ce niveau-là, je suis pas confiante du tout. »

- « S : Euh moi bon comme j'ai dit pour le futur lointain je suis plutôt optimiste, mais pour le futur proche moyen moyen hein. J'ai l'impression qu'on va être dans cette crise covid assez longtemps. Déjà je vois qu'il y a déjà pas mal de personnes qui respectent pas trop, genre je vois des amis se tenir la main, j'ai déjà vu ça une ou deux fois dans la rue, je me dis, mais enfin qu'est-ce que vous faites, c'est pas le moment, est-ce que vous voulez qu'on sorte de cette situation ou pas ? Arrêtez de faire n'importe quoi. Dans mon école je vois plein de gens qui mangent collés-serrés, bon ça va encore parce que maintenant il y a des nouvelles mesures, on est beaucoup moins à l'école donc ça limite déjà les risques, mais fin futur proche, covid, pas très optimiste pour moi, fin voilà. »

La crise sanitaire est venue en rajouter une couche sur la vision pessimiste des jeunes. On ne mesure pas encore l'étendue des dégâts en termes de sociabilité, de manière d'être au monde, d'impact sur la vision vitale... On ne mesure pas ce que les jeunes ont dû subir en termes de culpabilité, de catégorisation violente, de restrictions en tout genre, d'impression de louper une grande partie de son temps de jeunesse... On n'a pas encore pensé ce qui devra être pensé. On se focalise dangereusement sur le retard des apprentissages ce qui est, pour certains, en contradiction totale avec leurs aspirations premières, même si cela doit faire partie des préoccupations. Nous sommes (à l'heure d'écrire ces lignes) toujours en crise et la prochaine rentrée scolaire (21-22) s'annonce compliquée entre libertés retrouvées et... pas tout à fait. Nous ne mesurerons les dégâts qu'après la crise.

### c. Conclusions

Cette recherche a permis de mettre en évidence quelques éléments clefs vécus par 350 jeunes et par ceux ayant participé focus groupe... Rappelons que ce travail est simplement une étude, une recherche qui n'a pas de caractère scientifique (même s'il a été effectué avec toute la rigueur requise) et n'a pas pour vocation la généralisation. Par ailleurs, il est clair que des éléments de contexte viennent influencer le résultat des données à savoir à la fois celui de la crise sanitaire qui a stigmatisé les jeunes, mais également la période turbulente de changement qu'ils vivent eux-mêmes en tant qu'adolescent. Cette prise de recul au creux même de ce moment de vie que l'on dit riche en turbulence

Si les difficultés des jeunes étaient déjà présentes à l'époque, nous pouvons considérer qu'il est d'autant plus difficile pour *"l'adolescent d'aujourd'hui, plus que pour l'adolescent d'autrefois, à trouver des repères pour la construction de soi comme pour l'orientation de soi. L'adolescent vit des situations doublement nouvelles en quelque sorte : nouvelles dans sa vie d'individu par les demandes qui lui sont faites par son corps et par la société, mais nouvelles aussi parce que la génération des parents, déstabilisée par les changements sociaux, ne sait pas toujours répondre ni proposer de modèles. Concernant les conduites adolescentes, cette situation génère des problèmes nouveaux ou donne à des problèmes séculaires des expressions inédites. La société, parce qu'elle est démunie face à certains d'entre eux, les met sur le devant de la scène médiatique."* (Bariaud et Dumora, 2004, p.4).

À ce stade nous avons une vue plus d'ensemble des micro-violences vécues et subies. D'une part, l'analyse des chiffres du grand groupe nous apporte des éléments concernant les profils des personnes qui ont répondu ainsi qu'un aperçu des degrés d'insertion et d'intégration. En effet, il est inquiétant de savoir que 23% des jeunes interrogés ont décroché au niveau scolaire. De plus, 1 jeune sur 5 n'a pas d'activité extrascolaire et nombreux sont ceux qui souhaiteraient en avoir plus. Plus d'un jeune sur quatre aimerait participer à une activité en lien avec un engagement social ! Ce qui contredit cette impression de génération « bof » ou égotique. Enfin, presque 30% ont connu des difficultés et ont eu affaire à la police, SPJ ou autres institutions ou encore ont dû subir des situations de harcèlements surtout à l'école. La vie des jeunes n'est pas un long fleuve tranquille et ces difficultés sont forcément en lien avec ce temps de turbulence qu'est l'adolescence et avec les aléas des parcours de vie des familles.

D'autre part, le focus group complète ces analyses en mettant en évidence la décrédibilisation à laquelle ils doivent faire face au quotidien. Mais également la scission qu'il y a entre eux et les adultes et plus particulièrement les professeurs qui partagent leur vie scolaire et influencent donc leur parcours sur l'axe d'intégration. La question de l'appartenance est très prégnante et peut-être moins celle des violences d'aménagement.

Il temps d'aborder alors ce que cette recherche peut guider comme pratiques pour un service comme le nôtre.

## V. Le rôle de l'AMO et les pistes

### 1. Le rôle

Une AMO (Service d'Actions en Milieu Ouvert) a ses missions définies par l'arrêté du 5 décembre 2018<sup>28</sup> qui renvoie au décret du 18/01/18<sup>29</sup> qui en son article 2,30° précise qu'il s'agit d'un « service dont la mission principale est de réaliser des actions de prévention sociale et éducative, au bénéfice des jeunes d'une zone déterminée, dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social, en l'absence de mandats administratif ou judiciaire ». L'arrêté ne précise pas ce qu'est la prévention éducative, mais en donne des éléments d'action (écoute, valorisation, orientation, accompagnement individuel, mise en œuvre d'outils de médiation et des actions collectives)<sup>30</sup>. La prévention sociale a sa visée définie dans le même arrêté : « vise à agir sur l'environnement social des jeunes afin de le rendre plus propice à leur épanouissement et leur émancipation. Elle vise également à apporter une réponse globale à des problèmes individuels et collectifs ainsi qu'à développer une dynamique de réseau.<sup>31</sup> » Fort de ses missions ainsi définies qui forment donc notre cadre d'intervention, quelles sont les pistes de travail que les éléments apportés par les jeunes (questionnaire et focus group) ont ouvertes ?

---

<sup>28</sup> Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert (5/12/18).

<sup>29</sup> Décret du 18/01/18 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

<sup>30</sup> Article 5 de l'arrêté du 5/12/18.

<sup>31</sup> Article 10 de l'arrêté du 5/12/18



## 2. Les pistes

Pour le faire de manière méthodique, mais non exhaustive, nous allons passer en revue les différents types de micro-violences relevées par les jeunes interrogés.

### a. Les violences discursives.

Nous inscrirons dans cette catégorie les micro-violences liées à la question des discriminations. Nous avons vu que les jeunes ne se sentaient pas reconnus comme légitimes dans leurs prises de parole, voire déconsidérés du fait de leur statut, à avoir une parole digne d'intérêt.

C'est évidemment une violence importante que d'être privé de cet espace public langagier. Comme si la jeunesse était une classe non admise à la citoyenneté. Le travail d'une AMO peut donc mettre en avant dans ses projets la lutte pour la participation active des jeunes à la construction de la société. Faire entendre la parole des jeunes et l'inscrire dans l'espace public est une mission qui correspond à celles dévolues aux AMO.

Pour penser cet axe de travail, nous pouvons nous référer aux travaux d'Axel Honneth sur la question de la reconnaissance : être reconnu en tant que sujet légitime semble être une demande cardinale de la jeunesse. Cette reconnaissance, selon l'auteur, fait partie du « noyau dur de notre identité politico-culturelle. C'est ce qui apparaît dans des exigences aussi diverses que celles de se respecter mutuellement comme membres égaux d'une communauté de coopération, de garantir une reconnaissance inconditionnelle à la singularité de l'autre ou d'adresser des témoignages de considération aux minorités culturelles dans le sens d'une 'politique de la reconnaissance'<sup>32</sup> ». Mais c'est compliqué, d'autant que l'auteur considère que « la pensée française a souvent connoté négativement l'idée que nous sommes réciproquement tributaires de la reconnaissance que nous accorde autrui »<sup>33</sup>. Le travail de reconnaissance des jeunes et de leur parole doit donc faire tomber certaines barrières, dont celle de l'importance de sa prise en considération.

Les Conseils Communaux des Enfants et des Jeunes sont des lieux propices à l'émergence de ces paroles. Mais cela ne fonctionne que pour autant qu'une légitimation de la parole soit explicite et qu'on ne limite pas l'action de ces dispositifs à des marges comme la

---

<sup>32</sup> Axel Honneth « La reconnaissance. Histoire européenne d'une idée. », Gallimard, nrf essais, 2018-2020, p16.

<sup>33</sup> Ibid. p19.

propreté ou la sécurité routière. Pourquoi ne pas leur demander leur perception de la politique sociale ou de réfléchir aux mêmes sujets que la CCAT<sup>34</sup> par exemple.

Bien qu'éfleuées, les politiques d'insertion (relatives à l'axe de l'intégration selon Castel – évitons la confusion) apposent également sur les jeunes en recherche d'emploi, un bâillon sur leur perception de la situation. Celle-ci semble jugée seulement à l'aune de grilles préformatées, souvent quantitatives. Les AMO peuvent utiliser leur droit à l'interpellation pour que soit modifiée la réglementation qui a été modifiée sans discontinuer depuis 2012 aux dépens des jeunes<sup>35</sup>.

Remarquons que ce sont typiquement des violences qui se font relais de violences socio-économiques. Elles sont même légales puisqu'inscrites dans des textes votés par le Parlement. Pourtant, cela reste des violences face auxquelles les jeunes s'abîment et qui permettent une reproduction de cette violence en la retournant contre eux ou les autres.

Une autre piste de travail consiste à réaliser des actions collectives avec des jeunes en situation de vulnérabilité (Cf schéma de Castel) pour leur rendre leur « pouvoir d'agir » (qui n'est en rien une injonction à devoir agir !). Le discours délégitimant à propos de la jeunesse amène ce que Wieviorka nomme des « sujets flottants »<sup>36</sup> c'est – à dire des sujets qui ne peuvent agir, être acteur. L'impossibilité de suivre ses aspirations, de se réaliser est potentiellement source de violences. Rendre compte de l'existence de ces jeunes « sujets flottants » et leur permettre de retrouver un peu de « jeu » dans le rôle limité qu'ils sont appelés à interpréter par des techniques d'Intelligence Citoyennes<sup>37</sup> s'inscrit véritablement comme une piste d'action efficiente.

---

<sup>34</sup> Commission Consultative communale d'Aménagement du Territoire

<sup>35</sup> En 2012, le gouvernement Di Rupo, via sa ministre Monica De Coninck (SP.A), limitait à 36 mois le bénéfice des allocations d'insertion pour les jeunes sortant des études. (...) Pour bénéficier de ces allocations, il faut en effet travailler 312 jours en 21 mois, c'est-à-dire l'équivalent d'un temps partiel de minimum 23 heures par semaine, et ce, de manière ininterrompue. (...) En janvier 2015, la coalition « suédoise » a inauguré une nouvelle salve d'attaques anti-jeunes en restreignant l'accès aux allocations « d'insertion » aux personnes de moins de 25 ans. Concrètement, cela signifie qu'il faut avoir fini ses études et entamé son stage d'insertion avant ses 24 ans, vu la (nouvelle) durée du stage d'insertion (12 mois). Tout échec est donc proscrit pour le jeune qui ambitionne d'avoir un diplôme de niveau universitaire (un « master ») tout en se préservant l'opportunité de toucher des allocations d'insertion si la conjoncture économique ne lui permet pas de trouver du travail ([http://www.revue-democratie.be/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1159:la-jeunesse-une-cible-privilegiee&catid=61&Itemid=201](http://www.revue-democratie.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1159:la-jeunesse-une-cible-privilegiee&catid=61&Itemid=201)).

<sup>36</sup> Cité dans J. Blairon et C. Mahy (dir), Politiques sociales et violence symbolique. La situation des 'Neet', Académie L'Harmattan, 2017, p233 : Michel Wieviorka, La violence, Hachette littératures, 2005, pp. 292-293.

<sup>37</sup> Voir Majo Hansotte, Les intelligences citoyennes : Comment se prend et s'invente la parole collective, De Boeck Supérieur, 2005.

## b. Les violences de surveillance

C'est sans doute la violence qui a le moins été reprise dans les Focus Groups. C'est peut-être la plus difficile à percevoir tant ses effets ne sont pas manifestes. Il serait intéressant de modifier la composition des Focus groupes en y incluant davantage de jeunes ayant eu des relations difficiles avec des dépositaires de l'autorité (école, police...) Mais il s'agit ici de pures spéculations. C'est une piste de travail à davantage explorer, notamment par d'autres AMO, dans d'autres lieux.

Les jeunes expriment toutefois, leur malaise quand il fréquente des lieux où la jeunesse n'est pas spécialement bien accueillie, notamment par la crainte d'un effet de bande... L'expérience du restaurant est significative. Les regards peu accueillants, voire hostiles, ne sont pas faciles à supporter et les jeunes hésitent entre éviter ce lieu ou répondre à ce qu'ils considèrent comme une agression.

Il n'y a pas lieu de tirer des généralités de cet exemple, mais les AMO doivent avoir en réflexion que les surveillances soupçonneuses finissent, à la longue, par devenir aussi blessante qu'une véritable agression. Les pistes de travail pourraient alors aller dans une promotion accrue de l'image des jeunes, de davantage faire connaître les actions positives de ces jeunes pour contrer une tendance médiatique à pointer les jeunes qui ne vont pas bien. Il y a sans fort à faire pour que les lieux de loisir grand public soient « jeunes acceptés. » Il y a sans doute autant de travail pour inviter ces jeunes à fréquenter de tels lieux, mais, enfonçons une porte ouverte, c'est la méconnaissance de l'autre qui mène au soupçon. Tentons alors de rendre à ces lieux une mixité qui inviterait au bien-vivre ensemble.

## c. Les violences d'aménagements.

Les jeunes ne pointent pas cette violence comme particulièrement prégnante... pourtant on peut facilement y mettre la difficile accessibilité des services d'aide.

Les jeunes confirment que ça « bloque » parfois pour venir dans ces services. Raconter sa vie a des inconnus... pas facile. Mais quand on connaît bien et que le courant passe bien, alors il n'y a plus d'hésitations. Il y a aussi le souci de la légitimité pour se rendre dans un service : le souci est-il suffisamment important pour qu'on ose déranger un professionnel ? La question semble légère et pourtant elle est centrale, parce qu'elle empêche les passages de porte. C'est l'effet du médecin qu'on veut aller voir parce qu'on souffre d'un mal de dos et que, quand on arrive au rendez-vous, la douleur semble se dissiper, être moins importante...

Ces commentaires poussent les AMO (mais également les autres services de proximité) à devoir réfléchir à leur accessibilité, mais aussi à ce réseau souvent peu lisible qui facilite sans doute le travail des professionnels, mais pas la vie de ceux qui l'utilisent.

Comme pistes de travail, nous ne pouvons qu'être invités à sortir toujours plus de nos murs. Les jeunes doivent connaître les visages pour que rentrer à l'AMO soit plus facile. Se faire connaître par des folders ne suffit pas. C'est dans la relation que naissent les ponts que chacun pourra emprunter pour aller vers l'autre. D'où l'importance des activités de plaisir et de loisir. Rencontrer les jeunes sans but, sans objectifs, ou alors avec seulement celui de faire connaissance et de se montrer disponible. Juste le goût de la rencontre.

Mais plus encore. Notre secteur est appelé « non-mandaté », parce que nous ne répondons pas à des « mandats » d'autorités administratives ou judiciaires. Pour contrer cette définition par la négation, nous affirmons travailler à la « demande » des jeunes et/ou de leurs familles. Cet objet, « la demande » est une curieuse affaire qui mériterait un travail en profondeur pour définir ce qu'elle recouvre : plainte, première demande, demande, désir, souhait... tout cela est à éclaircir, mais ce n'est pas notre propos.

Mais une question subsiste quand on a écarté celle de la définition de la demande : que fait-on avec les jeunes sans demande ? Il est coutume de dire que c'est au travail social justement que revient l'insigne devoir de formaliser une demande. Pourtant, on pourrait très bien considérer un travail social avec des jeunes en difficulté sans demande. Et l'expérience nous en fait rencontrer un certain nombre. Ce sont les décrochés, les désaffiliés, ceux qui viennent à Solidarité sans trop savoir pourquoi, qui restent posés là... Ce sont les Neet's, hors tout, et pourtant pas si vide comme le montre la belle recherche déjà mentionnée<sup>38</sup>.

Un concept plus large incorpore cette donnée et elle est à trouver notamment dans des modes d'accueil de personnes très précarisées et souvent toxicomanes. C'est le concept d'accueil à « Bas Seuil »<sup>39</sup>.

Il s'agit d'une pratique initiée, semble-t-il, dans le secteur de la réduction des risques et avec une population particulièrement précarisée. Reprendre ce concept pour l'étendre à des services d'aide ne peut se faire sans précautions ni sans interroger les divers cadres et pratiques, d'autant que son port d'attache reste le médical, mais cet abaissement du « seuil » pourrait permettre à des jeunes en difficulté de se rendre dans un service en dehors de toute attente ou à priori. « La définition de l'objectif de « guérison » ne devait plus être un préalable incontournable à la prise en charge, mais devenait un objectif différé à construire, tout en gardant à l'esprit que l'alliance se faisait sur le très court terme, en autorisant l'imprévu. »<sup>40</sup> Nous ne sommes évidemment pas dans le cadre d'une guérison,

---

<sup>38</sup> Blairon, Mahy, Ibid.

<sup>39</sup> Lire par exemple « Les pratiques thérapeutiques d'hier à aujourd'hui. Entretien avec Micheline Roelandt et Serge Zombek » in Prospective Jeunesse, N°77-78, pp15-17, Juin 2017

<sup>40</sup> Serge Zombek, ibid p15.

mais cette citation indique que le « Bas Seuil » dépasse de loin, la notion d'acceptation de la personne comme elle est, mais va jusqu'à inclure la notion d'imprévu. Pour qu'un jeune soit accepté dans un projet, il doit souvent satisfaire à un certain nombre de critères, voire remplir un dossier complexe, suivi d'un ou plusieurs entretiens. Ce peut être important pour la suite du projet, mais renvoie le jeune dans une temporalité qui est la nôtre, celui de la maturation, de l'ancrage, mais qui est si loin de la sienne faite d'un appel immédiat, du risque d'une main tendue, d'un mouvement qui sourd. Mais on ne peut entendre la difficulté des jeunes à se rendre en nos services et prémunir nos projets du risque d'accepter l'imprévu. Aussi nous ne pouvons que nous réjouir d'une réflexion que nous partageons avec certaines autres AMO, d'ouvrir des projets à des jeunes qui sont dans l'instant, qui ne peuvent se projeter dans un avenir plus lointain que le lendemain. Ils peuvent prendre des formes diverses : accueil de jour, projet en résidentiel d'écomaraîchage, rando en forêt...

Rappelons tout de même que le travail de rue, ou le travail de proximité, de quartier (parfois), impose l'ouverture à l'imprévu et c'est souvent un excellent moyen d'amener le jeune à franchir le seuil de notre porte, qui reste difficile à franchir, aussi bas soit-il.

#### d. Les violences « de rôle »

La violence dite de « rôle » est sans doute celle que nous avons relevée le plus fréquemment : cette difficulté à sortir des préjugés, des étiquettes, des attendus et par ailleurs, cette impossibilité de pouvoir interpréter ces rôles de manière libre. C'est aussi une difficulté d'être cantonné, restreint, quand s'ajoute à cela l'impossibilité de se faire entendre, de participer à un débat<sup>41</sup> sur et à partir de son expérience de vie. C'est ce qui empêche toute évolution de rôle et même d'interprétation du rôle puisque le jeune est tenu d'avoir toujours la même posture. Soyons de bon compte et relevons que dans de nombreux endroits, la parole des jeunes est entendue et sollicitée : Maisons de Jeunes, Centres d'Expression et de Créativité... Dans le même sens Madame la ministre de l'Enseignement entend faire une place à la parole des jeunes du secondaire<sup>42</sup> en légitimant et renforçant le rôle du Comité des Elèves Francophones. Cela va dans le bon sens.

---

<sup>41</sup> Voir la très belle expérience relatée dans le livre de J.-L. Reiffers et R. Castel, « Nous avons quelque chose à vous dire... paroles des jeunes des quartiers », L'Harmattan, 2010. Expérience que nous avons reprise dans un projet de Prévention Générale sous le titre de « Ils ont quelque chose à nous dire », expérience de prise de parole par des jeunes de 7<sup>e</sup> professionnelle, animée par le regretté Philippe Béague et la journaliste Lionelle Francart.

<sup>42</sup> « Enseignement secondaire: des jeunes engagés, mais pas représentés » Charlotte Huttin, in Le Soir du 3/9/21 p13.

*i. L'école*

Le premier lieu où les jeunes subissent cette violence reste l'école. Notre intention n'est évidemment pas de lapider l'institution scolaire, cela n'aurait aucun sens ni intérêt, mais bien de comprendre certains éléments pour en faire des pistes de travail ou de réflexion. Notre expérience montre que s'il y a des exceptions, de nombreuses personnes ou projets au sein des écoles tentent de permettre aux jeunes de participer aux décisions, de démocratiser les choix possibles, de rendre les jeunes acteurs, mais aussi et surtout sujet.

*a. Place à l'incertitude*

Le modèle qui prévalait à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, sous l'ère de Jules Ferry, pour revenir à une figure emblématique, ne peut plus servir de référence dans un monde qui a totalement changé culturellement, technologiquement, et dont les savoirs tout en s'amplifiant, ne se transmettent plus par les seuls canaux de la tradition et de l'école.

Aussi la question même de l'autorité (de l'école, du maître...) n'est plus posée dans les mêmes termes. L'obéissance, le respect ne sont pas des comportements qui ont disparu, loin de là, mais ils prennent des formes autres, posent des questions de sens, sont en rupture avec la doxa du monde post-industriel.

L'école qui est d'abord un lieu d'apprentissage, ne peut pas être réduit à un lieu de passage, une préparation, un « en attendant ». C'est un lieu qui capte un temps de vie important. Il doit se penser d'abord comme lieu de vie. Et à cet égard, passer d'un ordre disciplinaire à un lieu de vie partagé avec ce que cela suppose comme devoirs, mais aussi comme droits, demande un vrai travail de transformation.

L'école apporte son lot de certitudes et de repères intangibles. Et c'est tant mieux, mais elle ne s'accorde que peu avec l'incertitude, celle qui affecte dans le réel, la vie des jeunes et des familles. Affronter l'incertitude c'est ajouter de la pensée : « Il faut comprendre que toute décision est pari, ce qui au lieu de donner une certitude illusoire donne vigilance. Il faut apprendre à naviguer dans un océan d'incertitudes à travers des archipels de certitudes. Il faudrait enseigner des principes de stratégie, qui permettent d'affronter les aléas, l'inattendu et l'incertain, et de modifier leur développement, en vertu des informations acquises en cours de route. On n'élimine pas l'incertitude, on négocie avec elle. »<sup>43</sup>

La piste privilégiée ici est celle de remettre de l'incertitude, ou mieux dit, de rendre légitime l'incertitude, au sein des fonctionnements de l'institution scolaire. Concrètement, il s'agit alors moins de tenter par des actions diverses (sanctions, animations...) de tordre la réalité pour qu'elle s'accorde avec l'attendu, mais bien de partir de la réalité, de ce que sont les

---

<sup>43</sup> Edgar Morin, Enseigner à vivre. Manifeste pour changer l'éducation, Actes Sud, 2014, p.37

jeunes, les élèves, de ce qu'ils vivent, pensent pour imaginer, penser un développement incertain vers des objectifs qui ne visent pas seulement des apprentissages normés, mais aussi un enseignement à vivre dans un monde incertain qui a urgemment besoin de têtes qui pensent autrement, de bras qui œuvrent différemment et d'âmes qui occupent le monde avec plus de sagacité. Oser partir ainsi à l'aventure nous fait quitter nos voies tracées, nos objectifs, nos procédures, et ce n'est pas sans effet, mais cela permet sans doute aux étudiants du monde actuel de retrouver du sens à passer autant de temps à l'école, au-delà d'un précieux sésame qui n'ouvre, hélas, pas toujours les portes d'une vie professionnelle toute tracée. Le sens de l'école n'est donc plus à chercher uniquement dans son lien avec le monde professionnel, mais bien dans une expérience de vie, dans une expérimentation longue du vivre ensemble. En cela, les acteurs externes peuvent apporter leur soutien en aidant les enseignants, via des animations de classe, d'école, voire du corps enseignant, à démocratiser les espaces scolaires, mais aussi, peut-être, à proposer de nouveaux modes de résolutions de conflits, fussent-ils graves<sup>44</sup>.

#### *b. Le décrochage scolaire*

Le décrochage scolaire a augmenté au point de susciter l'apparition de budgets importants pour le combattre. Mille initiatives existent qui demandent beaucoup d'énergie et une motivation impressionnante. On salue le travail de toutes ces expériences parfois institutionnalisées comme les Structures d'Accrochage scolaire. Mais s'il y a des parcours chaotiques, il y a aussi un travail en amont qui peut être réalisé. Le décrochage est trop souvent vu comme une entorse à un parcours normal individuel. La cause n'est considérée que sous l'angle individuel même si la réponse apportée revêt parfois un caractère collectif. Mais est-il normal de ne pas considérer comme responsable également, le lieu où le décrochage s'inscrit ? N'y a-t-il pas inversion des causes et des effets ? Comment une école peut-elle interroger son fonctionnement à partir de l'expérience de jeunes qui en décrochent ? Une nouvelle fois, soyons de bon compte et notons que les parcours de décrochage ne sont généralement pas imputables à la seule institution scolaire. Comme le montre d'évidence le schéma de Castel, l'imbrication, mieux, la co-dépendance des 2 axes implique forcément l'autre partie. L'erreur peut donc être double : n'attribuer le décrochage qu'à l'axe de l'insertion comme à son contraire, ne l'attribuer qu'à l'axe de l'intégration. C'est ici que le travail commun des services d'aide (internes (comme les CPMS par exemple) et externes (AMO, Planning familial...) peut amener une vraie réflexion qui lie les deux contextes : celui de l'école et celui du socio-familial, sans oublier la dimension individuelle. Renforcer ces liens (écoles services d'aide) pour travailler concrètement sur des situations réelles et viser une compréhension globale, systémique en vue d'une amélioration des fonctionnements en vigueur est sans doute une piste de travail majeure.

---

<sup>44</sup> Voir l'excellent ouvrage de J.Timmermans-Delwart et J.Blomart, Pratiquer la concertation restaurative en groupe avec des jeunes, Chroniques sociales, 2017.

Cette question est fondamentale parce qu'on ne peut continuer à penser le décrochage qui touche un élève sur quatre, comme un accident de parcours individuel. Et cela sans compter les autres difficultés (phobies scolaires, mal-être, décrochage passif, trajectoires de relégation, mauvais choix d'orientation...)

*c. Le harcèlement*

Juste un mot sur cette problématique qui ne relève pas directement des micro-violences puisque lorsqu'elle est identifiée, elle est bien visible et sanctionnable ou, au moins, répréhensible. En soi, elle est une véritable violence et décrite comme telle par des experts comme Bruno Humbeek.

Mais cette violence, surmultipliée par son relais total, voire totalitaire, que sont les réseaux sociaux, naît dans un cadre particulier. Si dans un de ces ouvrages<sup>45</sup> Humbeek pointe les origines éthologiques à la violence des enfants, il n'en reste pas moins qu'elles agissent davantage dans des situations de peur, d'humiliation et de compétition. Son travail convoque d'ailleurs une réflexion sur la gestion des espaces (les cours de récréation) qui peuvent être analysés comme des sources de violences architecturales, mais il préconise également l'instauration d'espaces de parole régulés. On ne peut dès lors qu'espérer le développement des cercles « Prodas<sup>46</sup> » qui, originaire du Québec ont été implémenté dans de nombreuses structures via les Planning familiaux. C'est de ces espaces de parole régulés qui peut naître ou renaître une confiance du jeune envers son institution scolaire.

« La confiance ne se décrète pas, elle se construit et dans les régimes démocratiques elle repose sur l'efficacité et la justice des institutions, mais pas seulement. Elle exige un minimum d'adhésion, le sentiment individuel d'avoir partie liée avec les institutions. Alors que l'école a bénéficié d'une légitimité quasi religieuse, en tout cas dérivée du religieux, elle semble aujourd'hui rechercher la confiance et le soutien des citoyens dans son efficacité et son équité pour chacun. Mais cette confiance utilitaire n'est pas suffisante et risque de décevoir, car toutes les promesses ne seront jamais tenues. L'école ne peut pas tout, elle n'a ni la vocation ni le pouvoir de sauver le monde ; elle doit être simplement une bonne école soutenue par ceux qui y travaillent, qui y étudient et, bien au-delà, par tous les citoyens. C'est ce travail démocratique, souvent modeste et local, qu'il faut entreprendre patiemment dans chaque école et dans le travail politique lui-même.<sup>47</sup> »  
Sortons maintenant de l'école pour d'autres pistes de travail dans le milieu de vie.

---

<sup>45</sup> B. Humbeek, W. Lahaye, M. Berger, Prévention du harcèlement et des violences scolaires. Prévenir, agir, réagir... De Boeck Education, 2016.

<sup>46</sup> Voir le site : <https://www.planning-familial.org/fr/prodas-258>

<sup>47</sup> F. Dubet et M. Duru-Bellat, 10 propositions pour changer d'école, Seuil, 2015, pp138-139.



*ii. Les groupes de pairs.*

L'appartenance à un groupe fait partie d'une quête adolescente. Sortir du cocon familial pour trouver un autre monde d'accroche, avec des semblables, des pairs avec lesquels il y a des affinités est une dynamique normale et indispensable chez les jeunes. Ce saut vers l'autre naît toujours dans un contexte social déterminé. On ne rencontre pas les autres par pur hasard. Il peut certes y avoir une part de chance ou malchance, mais le contexte (lieu, origine, trajectoire...) intervient toujours comme soubassement de la rencontre.

Les discours des jeunes montrent combien s'inscrire dans un groupe peut demander des sacrifices : mensonges, trahisons, adoption de comportements ou de vêtements... L'attrait du groupe est parfois plus important que la fidélité à un ami. À nouveau, il ne revient pas à cet exercice de développer ce processus et d'en comprendre les raisons. Toutefois si nous nous reconnectons à la question de la violence de rôle, nous ne pouvons pas occulter le risque que ce groupe devienne en lui-même (et sans doute à son corps défendant) source de violence par l'imposition du rôle et de son interprétation qu'il demande à qui veut le rejoindre. Notre expérience de travail nous montre combien certains jeunes vulnérables ont vu leurs relations limitées à un seul noyau. Les relations y sont extrêmement fortes. Mais comme le risque de perdre ce groupe d'appartenance aurait des répercussions quasi vitales, les relations sont constamment mises en test. Chaque réponse un tant soit peu écartée de ce qui est attendu mène au conflit et de manière parfois violente : « si tu n'es pas totalement avec moi alors tu es totalement contre moi et je me sens trahi au plus profond de moi ». C'est ce qui permet de rendre l'avenir plus sécurisé, moins imprévisible. Le groupe d'appartenance devient un engagement.

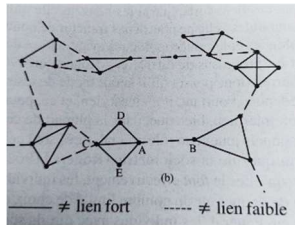
Une piste de travail est de permettre à ces jeunes de vivre des expériences autres, avec d'autres jeunes, dans d'autres lieux pour y expérimenter d'autres savoir-faire. Cette sortie du milieu habituel n'est pas sans risque et doit être un moment particulièrement régulé. Mais « plus s'ajoutent des contextes et des rôles différents, moins le répertoire d'origine est important et il est alors possible de se dégager du rôle initial. La relation devient polyvalente et se concentre sur la dimension interpersonnelle : seul ce duo a en commun cette histoire. La personne peut alors être introduite dans de nouveaux cercles sociaux. Cette relation 'découplée' du contexte initial va faire ensuite le pont entre différents contextes, tisser des liens sociaux inédits.<sup>48</sup> C'est donc tout l'enjeu : permettre aux jeunes vulnérables d'emprunter un pont vers d'autres cercles, d'autres milieux pour expérimenter d'autres rôles, d'autres interprétations. Un pont, c'est un passage que chacun peut emprunter librement. C'est le contraire du lien qui lie, qu'un dominant lie.

---

<sup>48</sup> Claire Bidart, Comment se font et défont les relations interpersonnelles ? in Serge Paugam (dir), 50 questions de sociologie, PUF, 2020 p30.

Créer un réseau n'est donc pas construire de multiples liens qui s'apparenterait ainsi davantage à l'étymologie même du réseau,<sup>49</sup> mais bien de tisser ou réparer le tissu déchiré du monde ou, à plus petite échelle, de ces jeunes<sup>50</sup>.

Dans un livre de sociologie économique<sup>51</sup>, Mark Granovetter aborde la question des relations sous l'abord purement mathématique et donne des représentations graphiques de celles-ci (c'est de la sociométrie). Son étude partait d'une enquête sur la manière dont les sans-emploi parvenaient à retrouver du travail. Contre-intuitivement, son étude aboutissait à la conclusion mathématique que pour du travail, il fallait davantage utiliser des liens faibles que des liens forts. « La force d'un lien est une combinaison (probablement linéaire) de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, de l'intimité (la confiance mutuelle) et des services réciproques qui caractérisent ce lien.<sup>52</sup> » Sans entrer dans le détail de sa démonstration, il montre que les liens « forts » (familles, amis...) nous font rester dans le même cercle, le même milieu, qui présente par là, les mêmes carences et opportunités que celles déjà connues. Cependant, utiliser des relations plus « faibles », ténues, peut nous mettre en relation avec d'autres milieux qui nouent des liens « forts » avec ce réseau qui n'est faible que pour nous.



Ce schéma (tiré du livre cité. P53), montre plus clairement que pour accéder à un autre réseau « fort », qui permet l'échange de « services réciproques », il faut passer par un réseau faible. Il démontre ainsi que « l'importance des liens faibles proviendrait du fait que ceux qui sont des ponts locaux créent des chemins à la fois plus nombreux et plus courts.<sup>53</sup> » Ainsi mobiliser des liens faibles permet de toucher davantage de réseaux forts.

La piste de travail qui s'en suit consiste donc à réaliser avec les jeunes une sorte de cartographie des relations pour identifier les relais qui peuvent le mener à se construire d'autres appartenances, d'autres manières d'être. C'est cette expérience qui lui permettra

<sup>49</sup> « De l'ancien français resel, dérivé, au moyen du suffixe -el / -eau, du nom commun reiz / rez (« filet », cf. la forme plurielle moderne rets). Ce dernier vient du latin retis, de sens identique. » <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/reseau#1> (rets = filet pour la chasse).

<sup>50</sup> Sur ce thème, on ne peut que renvoyer au très beau livre d'Abdenour Bidar, Les Tisserands, Les liens qui libèrent, 2018.

<sup>51</sup> Mark Granovetter, Sociologie économique, Seuil, 2008, pp45-73.

<sup>52</sup> Ibid p46.

<sup>53</sup> Ibid p52.

in fine de jouer de différentes interprétations selon le « metteur en scène » qu'il aura devant lui.

Ouvrir à d'autres lieux, d'autres contextes, inviter à emprunter des ponts menant à d'autres rivages, lisières de nouveaux mondes, c'est faire déborder les relations, leur enlever une sorte de poids excédentaire qui pétrifie, enlise, cristallise. Pouvoir jouer de la labilité des relations est une compétence rare chez les jeunes vulnérables. Pourtant, c'est cela qui va permettre l'expérience de « jouer » de nouvelles interprétations. Avec l'inconnu je peux être un autre, avec l'identique, je dois rester identique.

Il faudrait creuser les questions d'authenticité et d'identité. Identité : ce qui fait mon unicité, mais aussi ma mêmeté. Pour faire juste un détour philosophique sur cette question (et la philosophie n'est pas qu'exercice de pensée, elle a bien une composante agissante), nous voudrions passer par Paul Ricoeur : « Sans le secours de la narration, le problème de l'identité personnelle est en effet voué à une antinomie sans solution [...] Le dilemme disparaît si, à l'identité comprise au sens d'un même(idem), on substitue l'identité comprise au sens d'un soi-même (ipse); la différence entre idem et ipse n'est autre que la différence entre une identité substantielle ou formelle et l'identité narrative<sup>54</sup>».

En plus clair, pour Ricoeur, la question de l'identité (et on a vu combien cette question est importante pour les jeunes dans leur appartenance à un groupe de pairs) ne peut aller qu'à une impasse située entre l'identité comme « même » et l'identité comme « l'Autre ». À cela il propose de faire intervenir la question de la narration de soi par soi, transformant alors la question de l'identité, à celle de l'ipsité, c'est-à-dire qui renvoie à la reconnaissance de soi par soi, le fait de se vivre comme étant soi-même.

Cet écart vers la philosophie (dont on ne retire ici que le sel grossier) est important parce qu'il porte la question de la narration. Celle-ci, on l'a vu, est déterminante pour la résolution de l'énigme de sa propre identité. Ce travail de narration ne peut se réaliser que s'il y a un narrataire (un destinataire de la narration). Et c'est une piste de travail que de construire des lieux de sécurité où à deux ou plusieurs, il devient possible de se narrer, se raconter non pas dans une stricte histori-vérité des faits, mais bien en se réappropriant son histoire<sup>55</sup>.

À l'instar de ce qui est proposé pour l'école, créer ces lieux régulés permet au jeune de se réapproprier son histoire et de se réinscrire dans un temps et de se reconstituer un « plan de jeu » qui le libère de liens trop oppressants.

---

<sup>54</sup> Paul Ricoeur, Temps et Récits, T3, le Temps raconté, Seuil, 1985.

<sup>55</sup> Pour aller plus loin sur cette question, nous ne pouvons qu'inviter à lire, entre autres, Isabelle Graitson, L'Intervention Narrative en Travail Social, L'Harmattan, 2008 ou Christophe Niewiadomski, Recherche biographique et clinique narrative. Entendre et écouter le *Sujet* contemporain, Erès, 2012. Ainsi que le travail de Vincent de Gaulejac et celui d'Isabelle Seret.

*iii. L'accompagnement*

La dernière piste de travail que nous voulons aborder nous renvoie à notre propre manière d'agir avec ces jeunes qui nous ont fait l'honneur de partager un peu de leur vécu.

L'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'actions en milieu ouvert du 5 décembre 2018 précise en son article 5 que l'action de prévention éducative comprend principalement :

- 1° un travail d'écoute et de valorisation;
- 2° une orientation;
- 3° un accompagnement individuel; [...]

Toutefois, rien n'est dit sur ce que comporte cet « accompagnement », laissant ainsi toute liberté au travailleur social de déterminer lui-même en quoi il consiste et à quoi il doit satisfaire. Pourtant ce travail d'accompagnement est intimement lié à la vision globale du travailleur quant à la place du jeune, quant à ce qu'il doit faire et être et comment il faut « faire » pour qu'il y arrive.

C'est dire que l'accompagnement peut revêtir bien des habits différents selon les logiques dans lesquelles il est mené. Bien entendu, en AMO, il y a des balises énoncées dans l'arrêté qui définit son fonctionnement. Mais c'est encore trop lâche, trop imprécis et les pratiques peuvent aller du coaching (qui vise la performance) à la vie partagée, dans une sorte d'égalité organisée qui permet la révélation d'une des étymologies possibles de « accompagner », à savoir, « partager le pain », le compagnon étant celui avec qui on partage le pain, selon ses racines latines.

Maëla Paul, dans un bel ouvrage<sup>56</sup>, a étudié ce qu'accompagner veut dire à la fois par ses racines étymologiques, ce qu'en disent les praticiens, tel qu'il est vécu... Elle nous invite à nous interroger au travers des multiples discours sur l'accompagnement, de son évolution au cours du temps et de son inscription dans une modernité qui a basculé dans ce qu'elle appelle la postmodernité et son bassin sémantique. C'est qu'il y a une inflation de sens donné à ce mot, si bien que finalement, on ne sait plus vraiment à quoi se référer.

À la lecture de ce que nous ont dit les jeunes, on ne peut plus partir que de notre savoir pour appliquer notre théorie de l'accompagnement. Il y a lieu de les impliquer dans cette définition et de reconsidérer nos pratiques à partir de là. Repenser l'accompagnement nous permettra de mieux prendre conscience du « jeu auquel on joue », c'est-à-dire, au sens même de nos pratiques qui ne naissent pas, rappelons-le, hors sol.

---

<sup>56</sup> Maëla Paul, L'accompagnement : une posture professionnelle spécifique, L'Harmattan, 2004.

## VI. Conclusions

Dans ce travail de recherche, nous avons voulu comprendre comment les jeunes ressentent les micro-violences reprises dans la définition même de la Prévention Générale telle qu'adoptée par le secteur de l'Aide à la jeunesse et systématisées dans le livre de Simon Lemoine.

Nous ne prétendons pas, loin de là, d'avoir fait le tour de la question. Nous pourrions poursuivre la réflexion et retirer des Focus Groups de nouvelles compréhensions des modalités d'action des micro-violences. Les pistes proposées ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont certainement pas des injonctions de quelques natures que ce soit. Nous avons pourtant voulu qu'elles allient à la fois un caractère pragmatique et une base théorique explicitée. C'est la raison pour laquelle nous renvoyons le lecteur à un certain nombre de lectures qui nous ont semblé nourrissantes sans être trop abstraites. Mais la démarche est bien celle de praticiens du social tentant d'organiser une pensée et de la structurer autour d'un objet donné : les micro-violences.

Mais, en terminant ce travail, nous ne pouvons clore le propos sans l'inscrire dans un propos plus large encore. La grande question que les jeunes nous posent est celle de la relation. De la relation à soi, aux autres et au monde. Poser cette question c'est affronter celle du sens. On ne peut en sortir qu'en repensant ce qui fait relation dans un monde qui appelle à l'individualisme, qui jette les vulnérables dans des abîmes vides de sens (activation, punition, travail obligatoire<sup>57</sup>...). Nous aimons alors convoquer à cette réflexion un sociologue belge qui a passé une partie de sa réflexion à peaufiner un concept que nous trouvons vivant : celui de Reliance. Marcel Bolle de Bal, puisque c'est de lui qu'il s'agit définit la reliance ainsi : « l'acte – ou l'état qui en résulte – de créer ou de recréer des liens, d'établir ou de rétablir une liaison entre des acteurs sociaux séparés, dont l'un au moins est une personne ; de réunir, mettre en rapport ou en communication des acteurs distincts, disjoints ou séparés »<sup>58</sup>. Il serait intéressant de creuser cette définition pour voir ce que nos pratiques en retireraient, mais c'est à nouveau au-delà de notre propos. Ce qui nous intéresse ici, c'est que ce concept prend le contre-pied de ce qui caractérise en partie le monde d'aujourd'hui dans lequel vivent les jeunes, à savoir la déliance. En élargissant le concept de relation à tout ce qui relie, institutions, lieux de vie, nature, ville, pairs, famille, travail... Bolle de Bal nous invite, comme l'a d'ailleurs repris Edgar Morin, à reprendre un peu de hauteur et à revisiter ce qui nous tient au monde et à la manière dont l'habitons et à repenser ce qui fait société. « Faire société humaine, et plus largement construire une société du vivant est le défi de notre époque. Édifier une société qui reconnait tous ses membres en élargissant le spectre de ceux qui appartiennent à la communauté aux

---

<sup>57</sup> Le discours début septembre 2021 d'un président de parti sur les sans-emploi en est encore une parfaite illustration.

<sup>58</sup> Marcel Bolle de Bal, Fragments pour une sociologie existentielle. Tome 1 Théories et concepts, l'Harmattan, 2013. P.42.

étrangers, aux espèces animales et végétales, aux ancêtres disparus, à la Terre-Mère, à ceux qui ne sont pas encore là. Cette notion élargie de la société nécessite de repenser les figures du semblable, mais aussi les questions de l'altérité et de l'appartenance. Elle appelle à un élargissement du politique et a pour corollaire de repenser notre manière d'habiter ce monde<sup>59</sup> ».

## VII. Table des matières

I.	Introduction	3
II.	Micro-violences et AMO	5
III.	Typologie des micro-violences selon Simon Lemoine	6
1.	La violence discursive.....	6
2.	La violence « surveillance ».....	8
3.	La violence « aménagement ».....	8
4.	La violence « de rôle ».....	9
5.	Commentaires.....	9
IV.	Paroles de jeunes	10
1.	Méthodologie.....	10
2.	Partie quantitative : un questionnaire auquel 350 jeunes ont répondu.....	11
a.	Public et Taille.....	12
b.	Contenu du questionnaire.....	12
c.	Résultats.....	13
i.	Profil général des répondants.....	13
ii.	École et formation.....	13
iii.	Loisir et mobilité.....	14
iv.	Services-ressources.....	15
v.	Informations.....	16
vi.	Les réseaux sociaux.....	16
vii.	Dépendances.....	16
viii.	Les difficultés.....	17
ix.	Projets d'avenir.....	18
3.	Méthode qualitative : Focus group.....	19
a.	Méthodologie.....	19
i.	Taille du groupe.....	19

<sup>59</sup> Felwine Sarr, Habiter le monde, Essai de politique relationnelle, Mémoire d'encrier, 2017 p.16.

ii.	Outil : Grille d'entretien .....	19
iii.	Déroulement.....	20
	Premier Focus-Group .....	20
	Deuxième focus groupe.....	20
	Troisième Focus groupe .....	20
b.	Focus groupe au regard des résultats de l'échantillon (synthèse des propos).....	21
i.	Thématique et résultat des focus groups : Être jeune.....	21
a.	Le statut de jeune .....	21
b.	La vulnérabilité .....	23
c.	Stéréotypes liés aux jeunes.....	24
ii.	Les services d'aide .....	28
iii.	L'entourage :.....	32
iv.	L'école :.....	33
v.	Le harcèlement .....	34
vi.	Recherche de place et intégration dans les réseaux .....	39
vii.	Les jeunes dans l'espace public.....	41
viii.	L'avenir, le covid et les jeunes.....	43
ix.	La crise sanitaire (pandémie Covid) .....	45
c.	Conclusions .....	47
V.	Le rôle de l'AMO et les pistes	48
1.	Le rôle .....	48
2.	Les pistes.....	49
a.	Les violences discursives. ....	49
b.	Les violences de surveillance .....	51
c.	Les violences d'aménagements. ....	51
d.	Les violences « de rôle » .....	53
i.	L'école .....	54
a.	Place à l'incertitude .....	54
b.	Le décrochage scolaire.....	55
c.	Le harcèlement .....	56
ii.	Les groupes de pairs. ....	57
iii.	L'accompagnement.....	60
VI.	Conclusions	61
VII.	Table des matières	62

# MICRO-VIOLENCES



Dans la suite d'une recherche sur la désaffiliation sociale, concept majeur de Robert Castel, le service d'Actions en Milieu Ouvert Color'Ados, s'est intéressé aux micro-violences. À partir du livre de Simon Lemoine, le concept a pu être systématisé. Une enquête remplie par 350 jeunes a pu donner les premiers traits des micro-violences qu'ils subissent. Puis, malgré une interruption pour cause de crise sanitaire, le projet a repris en réunissant quelques jeunes dans le cadre de Focus Group. C'est ce matériau qui est rendu dans cette recherche avec des éclairages divers, de différents auteurs pour mieux tenter de comprendre ces micro-violences. Dans une dernière partie, il sera question de quelques pistes de travail. Nous espérons que ce travail permettra justement le développement de nouvelles réflexions, de projets innovants qui, au bout du compte, permettront aux jeunes de se libérer de ses micro-violences et de sortir de cette zone de vulnérabilité.

Patrick VAN LAETHEM, directeur

Maryam THEBEN, psychologue

Fanny PLUSQUIN, stagiaire criminologue.

